

Bourassa veut un Canada «radicalement nouveau»

L'ampleur des revendications est sans précédent

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Pour éviter la souveraineté du Québec, le Canada devra accepter un réaménagement complet du système fédéral, ceder une longue liste de compétences et admettre un retrécissement sans précédent du pouvoir central.

Devant l'impasse constitutionnelle, le comité constitutionnel du Parti libéral du Québec recommande au gouvernement Bourassa de faire grimper les enchères et de déposer sur la table fédérale une longue liste de revendications qui, dans les faits, équivalent à l'autonomie politique du Québec.

La population aura à évaluer le degré d'ouverture du reste du pays. Un référendum québécois devrait avoir lieu avant la fin de l'automne 1992 pour se prononcer sur une éventuelle entente, préconise le comité du PLQ. À défaut d'accord, le gouvernement du Québec devrait décréter un référendum sur l'accès du Québec au statut d'Etat souverain, assorti d'une offre au Canada anglais pour le maintien d'une union économique gérée par des institutions «confédérales» qu'il reste à définir.

«On veut changer les structures du pays, un Canada radicalement nouveau», a reconnu hier en conférence de presse le premier ministre Bourassa, lors du dévoilement des conclusions du comité du PLQ présidé par Me Jean Allaire. Après 25 ans de palabres, «on constate un conflit d'identités» entre le Québec et le reste du pays. Avide de changements profonds, le Québec ne pourra se contenter «d'une virgule par décennie», a-t-il prévenu.

L'ampleur des revendications est sans précédent. Mais, s'il se

contentait du statu quo, le Québec aurait l'air de tendre l'autre joue et d'avaloir l'échec de Meech, d'expliquer hier M. Bourassa. Selon lui, si les Québécois optent pour la souveraineté à l'automne 1992, le Canada anglais n'aura d'autre choix que de discuter d'une union économique. Il en va de son propre intérêt, a soutenu M. Bourassa.

Hier, le premier ministre a soigneusement évité de dire s'il considérait la série de demandes du comité Allaire comme une «base de négociation» ou s'il en faisait une condition absolue à la conclusion d'une entente avec le Canada anglais.

Les attentes exprimées par le
VOIR BOURASSA EN A 2



Le premier ministre Robert Bourassa et Jean Allaire, président du comité constitutionnel du PLQ PHOTO CP

- Ottawa remet en question ses propres compétences. E 1
- Editorial: Un rapport idéologique ou politique? B 2
- Extraits du rapport du comité du Parti libéral. B 3



Clichés, sûrement

TEL AVIV

Je marche dans la grande ville juive aux cent peuples mêlés. Et qui a marché dans Tel Aviv ne pourra plus jamais dire «les juifs».

Quels juifs? Les Russo-polonais qui sont venus en premier? Les Allemands qui ont suivi et qui sont toujours restés dans le même garde-à-vous germanique? Ceux du bout de la ville, au port de Jaffa, qui étaient là il y a trois mille ans avec les Byzantins? Les Marocains arrivés en 50, grandes guêles et bordéliques, qui donnent à Tel Aviv son petit côté débraillé? Les Roumains? Les Yéménites?

J'aime particulièrement les abords du marché Carmel. Son humble humanité. Ses vieilles femmes, ses enfants. On pourrait être en Grèce, en Italie. Mêmes gens avec une sorte de grâce en plus, dont on ne peut dire si elle est pitié, soumission, fragilité... Tout à coup, on comprend Israël. Le bout du chemin. Le refuge. Clichés, sûrement. Tant pis... Quel immigré, juif ou pas, n'a pas rêvé d'un Israël? Je ne sais rien d'Israël sauf des chiffres et des noms que n'importe qui peut apprendre dans les livres et les journaux. Mais en même temps, immigré deux fois, je sais tout d'Israël: une île dans le désert où personne ne dit à personne: «Comme vous avez un drôle d'accent, vous n'êtes pas d'ici?» Quel immigré n'a pas rêvé d'une île dans le désert?

VOIR CLICHÉS EN A 2

Sommaire

Annonces classées

immobilier.....	D11 à D14, E1, E2
marchandises.....	E2, E3
emplois.....	E3 à E5
automobiles.....	E5, E6
le monde de l'ordinateur.....	D6
propositions d'affaires.....	D10
Alim./Consomm.....	cahier C
Arts et spectacles	
informations.....	B4 à B8
horaires.....	B8
Bandes dessinées.....	D14
Bridge.....	E2
Carrières et prof.....	D4, D5
Décès.....	E7
Économie.....	D1 à D10
Êtes-vous observateur?.....	D11
Feuilleton.....	D13
Horoscope.....	D12
Le monde.....	A12, A13
Mots croisés.....	E5, S14
«Mot mystère».....	E1
Télévision.....	B4, B5



Dans son entrevue au réseau américain CNN lundi (ci-dessus), Saddam Hussein déclarait que ses missiles avaient une capacité nucléaire, chimique et biologique et il menaçait de les utiliser. Hier, la télé irakienne a dit que Bagdad réservait des «surprises» aux «agresseurs». Washington a aussitôt dénoncé la nature «amoral» des plans de guerre irakiens.

Les alliés sont sur la voie de la victoire, dit Bush

GILLES TOUPIN

Dans son discours sur l'état de l'Union, qui ressemblait davantage hier soir à un discours sur l'état de la guerre, le président américain George Bush a déclaré qu'il écraserait «la sauvagerie et tyrannique agression» de l'Irak contre le Koweït.

George Bush, appelant les Américains à continuer de soutenir ses efforts dans la guerre du Golfe, a assuré que les États-Unis et la coalition internationale étaient sûrs de remporter la guerre du Golfe et a promis que le président irakien Saddam Hussein ne serait pas en mesure de faire traîner le conflit en longueur.

«Ce soir, a-t-il dit, je suis heureux d'annoncer que nous sommes sur la bonne voie. La capacité de l'Irak de soutenir une guerre est en voie d'anéantissement. Nos investissements, notre entraînement, nos plans — tout paye. Le temps ne sera pas le salut de Saddam.»

Le président Bush a par ailleurs affirmé qu'il voulait «si possible» continuer d'améliorer les relations avec l'URSS mais il a exprimé sa «profonde préoccupation»

devant l'utilisation de la force par Moscou dans les républiques baltes. Il a précisé que les dirigeants soviétiques avaient promis de retirer des troupes de cette région et de reprendre le dialogue avec les Baltes.

«Notre relation avec l'URSS est importante, pas seulement pour nous mais aussi pour le monde entier», a-t-il déclaré, au lendemain de l'annonce du report du sommet américano-soviétique prévu du 11 au 13 février à Moscou. Mais il a souligné que Washington, qui veut «aider les peuples baltes à réaliser leurs aspirations», continuerait de suivre la situation avec attention.

Autre temps fort du discours présidentiel, l'annonce d'une réorientation du programme de l'Initiative de défense stratégique (IDS), connu également sous le nom de Star War. M. Bush tirait ainsi publiquement les leçons de l'utilisation des antimissiles Pa-

VOIR BUSH EN A 2

George Bush est applaudi par le vice-président Dan Quayle pendant son discours devant le Congrès.



PHOTO AP

Une perche à Saddam

La guerre peut prendre fin si l'Irak se retire du Koweït, disent Moscou et Washington

d'après AFP, Reuter et UPI
WASHINGTON

Les hostilités peuvent s'arrêter si l'Irak s'engage sans équivoque à se retirer du Koweït, ont annoncé hier les chefs de la diplomatie américaine et soviétique dans une déclaration commune.

Dans cette déclaration rendue publique à l'issue de trois jours de discussions à Washington entre le secrétaire d'Etat américain, James Baker, et le chef de la diplomatie soviétique, Alexandre Bessmertnykh, les deux ministres s'engagent à oeuvrer conjointement pour mettre fin au conflit israélo-arabe après la fin de la guerre du Golfe.

«Cet engagement doit être suivi immédiatement de mesures concrètes qui conduisent au respect total des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies», précise la déclaration.

Les deux ministres s'engagent également à chercher à établir une paix durable au Proche-Orient, y compris entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens, après le règlement de la crise du Golfe.

Les ministres ont estimé qu'établir la stabilité au Proche-Orient serait la priorité des deux gouvernements après l'arrêt des combats, et ils pensent que cela ne peut être atteint qu'en s'attaquant aux sources des conflits, dont le conflit israélo-arabe.

«Les deux ministres estiment en conséquence qu'après la crise dans le Golfe, des efforts mutuels américano-soviétiques pour promouvoir la paix entre Israéliens et Arabes, ainsi que la stabilité régionale, en consultation avec d'autres parties dans la région, seront grandement facilités et accrus», lit-on.

La déclaration conjointe semble aller plus loin que toute autre dans le passé, en ce sens qu'elle établit un certain lien entre un règlement du conflit israélo-arabe et la fin de la guerre du Golfe — ce en faveur de quoi milite l'Irak.

Mais le chef de la diplomatie soviétique a nié qu'il s'agisse d'une tentative pour lier les deux questions. Selon lui, la déclaration reflète la préoccupation du Kremlin de soutenir la recherche d'une solution diplomatique à la crise du Golfe, même si actuellement les combats font rage.

Plutôt, l'URSS avait mis en garde contre un dérapage vers un «conflit monstrueux» et annoncé des «initiatives et des propositions». Le monde se trouve «à la veille de décisions très sérieuses» à propos de la guerre du Golfe, a déclaré le porte-parole présiden-

VOIR SADDAM EN A 2



LA GUERRE DU GOLFE

■ TÉLÉVISION: Jamais le petit écran n'aura véhiculé autant de fausses nouvelles que dans le présent conflit. Page A 4

■ FRANCE: Le ministre de la Défense démissionne pour protester contre l'engagement militaire français contre l'Irak. Page A 4

■ ALLEMAGNE: Bonn consent une aide financière massive aux États-Unis et un soutien militaire à Israël et à la Turquie. Page A 4

■ MASQUES: Le Canada fera parvenir 10 000 masques à gaz aux Palestiniens de Gaza et Cisjordanie. Page A 5

■ RIPOSTE: Les États-Unis ont les moyens de riposter à une attaque chimique ou nucléaire irakienne. Page A 5

Toronto, a indiqué la police.

Le maire Doré se rend au Japon

CHIFFRES SANTIER

ASSUREZ-VOUS BIEN CONTRE LES INONDATIONS OU TOUT AUTRE "ACT OF GOD"... ON SAIT JAMAIS.



DESTINATIONS
SUD

NATIONAL AIR
VOL. SEULEMENT
(ALLER-RETOUR)
ACAPULCO
A PARTIR DE
199\$
TAXE

CANCUN
A PARTIR DE
199\$
TAXE

MARTINIQUE
GUADELOUPE
A PARTIR DE
199\$
TAXE

FORT LAUDERDALE
A PARTIR DE
159\$
TAXE

PARIS
A PARTIR DE
399\$
TAXE

SURCHARGE DE CARBURANT
EN SUS SI APPLICABLE
NOUVELLES FRONTIÈRES
288-4800
800 EST. DE MAISONNEUVE
METRO BERRI UQAM

Des cellules modifiées génétiquement pour s'attaquer aux cancers

d'après AP et UPI
WASHINGTON

■ Deux victimes de mélanome vraisemblablement condamnées à mourir dans un proche avenir sont devenues les premiers cancéreux à subir un traitement expérimental utilisant leurs propres cellules altérées génétiquement pour attaquer les tumeurs, a-t-on appris hier au National Institute of Health de Bethesda, Maryland.

Le docteur Steven Rosenberg, un médecin de l'Institut national du cancer qui a mis cette thérapie au point, a indiqué que les deux sujets, une femme de 29 ans et un homme de 42 ans, avaient reçu hier une transfusion de cellules sanguines qui avaient d'abord été retirées de leur organisme, puis altérées génétiquement avant de leur être réinjectées.

Les malades ont réagi favorablement à l'intervention et se portent bien, a-t-il dit. Le spécialiste, mais il faudra encore un ou deux mois avant de savoir si le traitement a amélioré leur état. «Il s'agit encore d'un processus hautement expérimental, a-t-il souligné, mais nous espérons ouvrir ainsi la voie à un nouveau traitement du cancer sous toutes ses formes.»

Les deux sujets en étaient au stade avancé du mélanome, un cancer qui se déclare sur la peau mais se répand très rapidement dans tout l'organisme. A ce stade, il est habituellement impossible à enrayer. Selon le docteur Rosenberg, les patients n'avaient pas réagi aux autres traitements et il ne leur restait selon toute probabilité que peu de temps à vivre. Une cinquantaine d'autres patients feront l'essai du traitement

experimental au cours de l'année.

La procédure consiste à extraire de l'organisme du patient des cellules (lymphocytes) qui ont la propriété de s'infiltrer dans les tumeurs et à y implanter deux nouveaux gènes, ce qui pousse la cellule à fabriquer une substance extrêmement puissante appelée facteur de nécrose des tumeurs. On laisse les nouvelles cellules se multiplier en laboratoire jusqu'à ce qu'il y en ait plusieurs milliards, et on les réimplante ensuite dans l'organisme du patient.

Les nouvelles cellules vont naturellement se concentrer aux endroits où se trouvent les tumeurs et combattre directement les proliférations cancéreuses.

Cette procédure a permis de faire disparaître des tumeurs en quelques heures chez des rats de laboratoire, avait indiqué le docteur Rosenberg l'automne dernier.

Andrew Kimbrell, de la *Foundation on Economic Trends*, a fait remarquer à ce sujet que son organisme n'avait soulevé aucune objection aux expériences de Rosenberg parce qu'elles portaient sur des malades en phase terminale.

«Nous nous préoccupons malgré tout des résultats ultimes de ce genre d'expérimentation, a-t-il ajouté toutefois. Où ces altérations génétiques risquent-elles de conduire le genre humain?»

La *Foundation on Economic Trends* craint que les techniques de mutations génétiques ne soient un jour utilisées contre les infirmes ou certaines minorités, et insiste pour que le Congrès des États-Unis charge une régulation indépendante d'étudier les implications morales de ce genre de recherche.

Postes frontières en alerte en raison de passeports volés

d'après PC
OTTAWA

■ Les postes frontières canadiens sont sur un pied d'alerte : des passeports volés — dont des passeports diplomatiques — pourraient être entre les mains de terroristes du Moyen-Orient.

Des directives ont été émises au personnel des douanes, de l'immigration et de la sécurité aérienne, il y a deux semaines, les informant que des terroristes détenaient 140 passeports éthiopiens portant des numéros de série séquentiels.

C'est la deuxième alerte sérieuse de cette nature depuis le mois de septembre. Les autorités canadiennes avaient été avisées que certains passeports koweïtiens pouvaient être tombés en des mains dangereuses. Conséquence : tous les détenteurs de passeports koweïtiens et éthiopiens font l'objet de contrôles plus serrés, a indiqué M. Roger White, porte-parole d'Immigration Canada.

La plus récente directive stipule que «des terroristes du Moyen-Orient sont en possession de 140 passeports éthiopiens authentiques portant les numéros de série 31716 à 31728 et 111710 à 111838». Dans le cas de la première série, il s'agit de passeports diplomatiques, les autres sont des passeports ordinaires.

A Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, les autorités croient que la plupart des passeports en question ne sont que des faux imitant les passeports authentiques actuellement en circulation.

Les représentants diplomatiques aux ambassades éthiopiennes

à Ottawa et Washington ont dit qu'ils étaient au courant des numéros de série mentionnés dans la mise en garde envoyée aux postes frontières canadiens, mais que les passeports diplomatiques de la première série mentionnée portent des numéros qui n'ont pas encore été émis, et que ceux de la seconde série ont été émis il y a quelque temps à l'endroit de civils et sont toujours considérés comme valides.

À Ottawa, un diplomate éthiopien, qui a demandé à ne pas être identifié pour des raisons de sécurité, a affirmé que son gouvernement croyait que les passeports avaient été forgés par des rebelles érythréens, qui appuient l'Irak dans le conflit du golfe Persique. L'Éthiopie, elle, soutient la coalition multinationale dirigée par les États-Unis.

M. Vince Castonguay, qui dirige la répression de la contrebande aux douanes canadiennes, a assuré qu'il y avait peu de chance que quiconque puisse entrer au Canada grâce à un de ces passeports, parce qu'Ottawa exige un visa d'entrée aux Éthiopiens, y compris les diplomates.

Il existe d'autres façons de vérifier l'authenticité des passeports, mais il s'est abstenu d'en dire plus pour des motifs de sécurité.

En revanche, le président du Syndicat des douanes et accise du Canada a avancé que les terroristes n'auraient pas de difficulté à pénétrer au pays parce que les douaniers, non armés, ne pourraient les intercepter. Et M. Mansel Legacy a soutenu que les mesures de sécurité n'avaient pas été renforcées depuis le début des hostilités dans le Golfe le 16 janvier, ce qu'a nié M. Castonguay.

SUITE DE LA UNE

Clichés, sûrement

Le marche dans la grande ville juive qui me heurte et m'émue à chaque pas. Je ne me souviens pas d'un pays qui m'ait fait réagir plus violemment, si instantanément. Chaud et froid. A battre et à serrer dans ses bras. A haïr et à aimer. A hurler de colère et à pleurer de tendresse. Passion.

Je sais tout d'Israël. Et je ne sais rien. Pourquoi cette toute théocratique puisque 75 p. cent des Israéliens sont aussi laïques que vous et moi? Comment 18 députés religieux peuvent-ils faire chanter les 102 autres et faire voter des lois moyennageuses qui vont contre la volonté de la population? (Par exemple, on parle sérieusement d'interdire la vente du porc pourtant couramment consommé dans le pays, et de fermer tous les restaurants non kosher qui sont la grande majorité des restaurants de Tel Aviv.) Pourquoi tant de rabbins, de généraux dans les affaires de l'État? Pourquoi une majorité d'Israéliens (54 p. cent) sont-ils en faveur des négociations avec l'OLP (à condition qu'elle reconnaisse l'État juif) et qu'il n'y a pas de négociations avec l'OLP?

Le marche dans Tel Aviv. Une grande ville comme je les aime, luxuriante, exubérante, un peu sale. Une ville qui parle, qui rit, s'appelle, s'engueule, s'engueule tout le temps, s'ostine sur tout. La ville où, paraît-il, les sondes d'opinion deviennent fous... le marche et je mange en marchant. Du poulet au cumin et des piments forts. Mes voisines, à la terrasse où je me repose un instant, sont des soldates aux yeux aussi noirs que leur Coke.

Elles rient en irradiant une sensuelle garçonnisme.

Ce foutu pays me fait bander dans la tête. M'excite. Me contrarie. J'aime ses gens. Shalom, shalom. Latins, slaves, orientaux. J'aime cette île dans le désert. Mais je n'aime pas son odeur de mort en suspension dans l'air. Je ne parle pas de la mort qu'apportent les Scud. Je ne parle même pas d'une odeur organique. Je parle d'une odeur kaki, militaire et patriotique. Je parle de l'envers de l'amour. Les soldats sont parties, leur musique sur le dos... Sur un walkman qu'on m'a prêté, déboulent les drums de Rabbih Abou-Khalil, ça s'appelle Nafas. Des drums magnifiques. Ce n'est pas parce qu'on va peut-être mourir ce soir, la peau couverte de scrofuls, qu'on ne peut pas écouter un peu de tambour...

Un juif ordinaire

Jon Langione, de Concord dans le New Hampshire, est arrivé à Tel Aviv hier. Quarante-quatre ans. Marié, un enfant. Travailleur social dans une prison. Ni riche ni pauvre, comme peut l'être un fonctionnaire. Deux ans de Vietnam. 66-67 parachuté à Ben Hoa. 69-70 pilote d'hélicoptère. Un Américain de 44 ans ordinaire. Posé. Doux. On l'imagine très bien en président de l'association des *Birds Watchers* de la Nouvelle-Angleterre.

L'autre soir, il regardait la télé chez lui, à Concord. CNN montrait Ramat Gan, le quartier détruit par les missiles.

— On devrait envoyer un chèque pour les aider, a dit sa femme.

— Je vais faire mieux que cela, a dit Jon. Je vais y aller.

Et voilà, il est là. Il sera incorporé demain dans l'armée israélienne. Il sera affecté dans une division du matériel. Il est prêt à rester de trois à six mois...

Jon Langione est juif. Pas orthodoxe. Pas très pratiquant. Une fois de temps en temps, il va à la synagogue, par tradition plus que par religion. Il pense qu'il faut discuter avec les Palestiniens (mais pas maintenant, pas en passant par Saddam). Jon Langione est un juif ordinaire qui ne se sentait pas bien dans sa peau, pas bien dans son salon, à regarder les missiles frapper Tel Aviv.

— Je suis moi-même très étonné de me retrouver ici. Je ne me savais pas si juif que ça.

C'est Jean-Paul Sartre, je crois, qui disait que c'est le péril qui fait le juif. Ou quelque chose du genre.

Alain Kourry, de Paris, est juif aussi. Il est arrivé à Tel Aviv hier. 42 ans. Très grand, lunettes fumées, tenue de combat, bottillons noirs des parachutistes. Il vient aider. Il aimerait interroger les prisonniers quand il y a en aura. Ou travailler dans les communications, ou comme secouriste, n'importe quoi. Il a été huit ans en Afghanistan. Il a fait le Vietnam. Et la Guerre des Six Jours. Dernièrement, il était garde du corps de je ne sais trop qui en Malaisie.

Journaliste aussi. Il vient de

publier un reportage sur les Bédouins dans *Marie-Claire*, édition grecque. Il a des tatouages sur les bras. Et une tête de mort en écusson cousu sur l'épaule de son treillis.

C'est le péril qui fait le juif, mais c'est la guerre qui fait le con.

Un mort absurde

Depuis deux jours, les journaux de Tel Aviv ressassent les dernières minutes de la dernière victime du dernier missile... Eitan Grundland dormait quand sa femme est partie travailler. Quand il s'est réveillé, Eitan a appelé sa femme au travail:

— Pourquoi ne m'as-tu pas dit au revoir avant de partir?

— Tu dormais si bien, a-t-elle répondu...

L'alarme a sonné quelques minutes après. Eitan a été tué dans sa chambre scellée, par le souffle de l'explosion qui l'a aplati contre le mur...

Je vous passe les détails sur la vie d'Eitan, sa femme, ses enfants, sa carrière...

Voilà une mort rassurante. Une mort accident. La mort de l'Autre. La preuve que ces missiles idiots avec leur quart de tonne d'explosifs ne tuent que le voisin.

Eitan n'a rien à voir avec l'effroi qui glace la ville et creuse la nuit d'une attente intolérable.

Eitan est un mort absurde. Peut-on, en effet, mourir plus absurdemment qu'en attendant l'Apocalypse. □

BOURASSA

Bourassa veut un Canada «radicalement nouveau»

comité devront être satisfaites dans leur essence, a-t-il dit, en soulignant toutefois que ces propositions pourraient être modifiées par le congrès du parti et les conclusions de la Commission Bélanger-Campeau.

Le comité Allaire propose que le Québec revendique:

● l'abolition du Sénat (les Québécois continueraient toutefois d'envoyer des représentants aux Communes);

● un droit de veto dans une nouvelle formule d'amendement constitutionnel où une majorité substantielle de provinces et 50 p. cent de la population seraient nécessaires pour obtenir une modification à la constitution;

● la fin de la compétence de la Cour suprême sur les décisions des tribunaux québécois en matière civile, ce qui impliquerait la création d'une Cour suprême québécoise;

● la rédaction d'une nouvelle constitution qui prévoirait le droit des provinces de s'en retirer après avis;

● Québec devrait réclamer aussi la mise en place d'un «tribunal communautaire» avec Ottawa pour assurer le respect de la constitution et l'ajout d'une représentation régionale à la Banque du Canada.

Juridictions

Mais surtout, le comité Allaire suggère que Québec obtienne d'Ottawa et du Canada anglais la compétence exclusive — avec garantie constitutionnelle — dans pas moins de 22 champs d'activité.

■ Dans des secteurs «provinciaux» comme la Santé, les Affaires sociales et l'Éducation, Ottawa devra abdiquer totalement son pouvoir de dépenser et concéder, en retour, un réaménagement radical de la fiscalité pour permettre au Québec de payer ces énormes factures.

■ Québec exercerait sa pleine souveraineté dans des compétences actuellement partagées ou des secteurs qui n'existaient pas en 1867. Ainsi, l'Agriculture, l'Énergie, la Recherche et le développement et la Sécurité publique deviendraient des compétences strictement québécoises, tout comme les Communications, l'Environnement et la Langue.

■ Seules la Défense, les Douanes, la Monnaie, la péréquation et la dette nationale demeuraient de compétence strictement fédérale. Les autochtones, la politique étrangère, l'immigration resteraient partagées, tout comme la Justice, les Institutions financières et les Transports.

Pour le comité Allaire, ces modifications pourraient être accordées à d'autres provinces. Leur application réduirait de moitié la taille du gouvernement fédéral, estime-t-on.

Bourassa approuve l'essentiel

Ces propositions devront franchir le prochain congrès du PLQ, début mars à Montréal, avant de devenir la position officielle du gouvernement. Mais hier, le pre-

mier ministre Bourassa s'est dit d'accord avec l'essentiel des propositions du document, même avec l'idée de déclencher «avant la fin de l'automne 1992» un référendum pour permettre à la population de juger de l'avancement de discussions avec le Canada anglais. S'il n'y a pas possibilité d'entente, le gouvernement libéral proposera à la population de se prononcer sur «l'accès du Québec au statut d'État souverain», dit le rapport Allaire.

Quelles sont les chances que le Canada anglais accepte cette longue liste de revendications? Le premier interlocuteur du Québec sera le gouvernement fédéral, de rappeler M. Bourassa. Or, le premier ministre Mulroney, le 16 décembre dernier à Buckingham, s'était dit ouvert à un tout nouveau régime fédéraliste, très décentralisé, a rappelé M. Bourassa.

Président du comité qui se penchait depuis janvier 1990 sur une solution de rechange en cas d'échec du Lac Meech, Me Jean Allaire était encore plus catégorique: «Les Québécois préfèrent l'accession du Québec à la souveraineté plutôt que de vivre le statu quo», a-t-il dit, rappelant «les attentes très élevées» exprimées par les militants libéraux consultés cet automne. «Ils veulent doter le Québec de l'autonomie politique, le soulever à la corde constitutionnel est terminé», a-t-il soutenu. □

SADDAM

Une perche à Saddam

tiel soviétique, Vitali Ignatenko, en estimant qu'il existe «un danger que la logique du Conseil de sécurité soit violée».

Ces déclarations apparaissent comme un avertissement contre toute tentation de Washington de déborder du mandat des Nations unies pour la libération du Koweït.

C'est un motif similaire que le ministre français de la Défense Jean-Pierre Chevènement, dont les réticences à l'égard du conflit étaient connues, a invoqué pour démissionner hier. Il a souligné que la «logique de guerre» risquait d'éloigner chaque jour des objectifs fixés par les Nations unies.

D'autre part, pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, les forces palestiniennes du Liban-Sud ont tenté hier d'ouvrir un nouveau front en bombardant Israël. Quelques heures après des tirs revendiqués par l'OLP en direction de son territoire, Israël a riposté en pilonnant le camp de réfugiés de Rachidiyah ainsi que des positions palestiniennes et du Hezbollah chiite pro-iranien au Liban-Sud, faisant trois morts et huit blessés.

Dans sa première interview depuis le déclenchement de la guerre, le président irakien Saddam Hussein a déclaré à la chaîne de télévision américaine CNN que ses missiles avaient une «capacité nucléaire, chimique et biologique» et a brandi la menace à peine voilée de les utiliser.

La presse irakienne lui a immédiatement emboîté le pas en annonçant de prochaines «surprises» de la part de Bagdad avec «l'emploi de toutes les armes en

sa possession» pour «briser l'échine des agresseurs».

La Maison blanche s'est déclarée préoccupée par ces déclarations, qui confirment à ses yeux la «nature amoralisée» des plans de guerre irakiens. «Il s'agit d'un danger très clair et immédiat pour le monde et nous tentons de nous en occuper», a déclaré le porte-parole de la Maison blanche, Marlin Fitzwater.

L'Irak a par ailleurs annoncé hier qu'un pilote occidental tombé entre ses mains — l'un de ceux qui lui servent de «boucliers humains» — avait été tué lundi soir lors d'un bombardement allié sur Bagdad.

Dans le Golfe, les Marines américains ont lancé hier la plus grande attaque combinée de la guerre, pilonnant à l'artillerie, aux mortiers et avec des missiles des bunkers et des postes d'observation irakiens établis au Koweït.

Les Américains ont affirmé avoir détruit un convoi de blindés irakiens lundi dans le désert koweïtien, comprenant 24 chars, transports de troupes blindés et véhicules d'approvisionnement au cours d'une opération aérienne. C'est la plus importante destruction d'unités irakiennes de ce type confirmée depuis le début de la guerre, selon les Américains.

L'Irak a quant à lui annoncé avoir réussi des incursions contre des positions ennemies en territoire saoudien, dans la région frontalière de Arar (nord de l'Arabie Saoudite), faisant «subir à l'ennemi des pertes énormes». □

BUSH

Les alliés sont sur la voie de la victoire, dit Bush

trio contre les Scud irakiens dans la guerre du Golfe, antimissiles qui, selon lui, ont arrêté avec succès au cours des quinze derniers jours les missiles balistiques à moyenne portée lancés contre l'Arabie Saoudite et Israël.

Soulignant qu'un «nouvel ordre international» était en jeu dans le Golfe, le président Bush a déclaré aux Américains que le rôle dirigeant des États-Unis était «indispensable» et que cela supposait des «fardeaux» et des «sacrifices».

«La guerre du Golfe n'est pas une guerre que nous voulions», a déclaré M. Bush, tout en affirmant que les États-Unis se devaient de vaincre la «tyrannie». «Nous sommes la seule nation sur cette terre qui pouvait assembler les forces de la paix», a-t-il dit.

Le président américain a souligné qu'il fallait faire échec à Saddam Hussein «maintenant et non plus tard», et que le président irakien avait «on ne peut plus tort» s'il pensait qu'il pouvait avoir un avantage à bombarder des civils, à pratiquer «un méprisable terrorisme écologique» ou à «abuser» des prisonniers de guerre.

Mais il a assuré que les objectifs américains demeuraient les mêmes: faire sortir l'Irak du Koweït, restaurer le gouvernement légitime de ce pays et assurer la stabilité et la sécurité dans le Golfe. «Nous ne cherchons pas la destruction de l'Irak, de sa culture ou de son peuple. Nous voulons plutôt un Irak qui utilise ses vas-

ses ressources non pas pour détruire, pas pour servir les ambitions d'un tyran, mais pour construire une vie meilleure pour lui-même et ses voisins», a-t-il déclaré.

Soulignant qu'il voulait une région du Golfe libre de toute menace, M. Bush a affirmé que la responsabilité pour les États-Unis d'être «un catalyseur pour la paix dans la région ne s'arrêtera pas avec un succès» contre l'Irak. Il n'a cependant donné aucune précision ni parlé d'une éventuelle conférence internationale de paix pour le Proche-Orient.

Avec la même confiance que pour le conflit du Golfe, M. Bush a dressé un tableau rassurant de l'économie américaine en affirmant que la récession sera «bientôt» terminée. Il a annoncé diverses mesures pour relancer la croissance, proposant notamment une nouvelle fois une réduction des impôts sur les plus-values du capital, mesure qui n'est pas populaire chez les démocrates majoritaires au Congrès et qui sera contenue dans le prochain projet de budget.

M. Bush a par ailleurs annoncé une prochaine réforme du système bancaire et une nouvelle stratégie énergétique visant à limiter la dépendance des États-Unis en pétrole. Il a aussi annoncé diverses propositions dont l'octroi de fonds aux États pour limiter le pouvoir de décision de l'État fédéral. Il n'a comme prévu donné aucun détail, ces programmes devant être exposés dans leur totalité plus tard.

La section 3 de l'article II de la constitution des États-Unis oblige le président des États-Unis à rendre compte «de temps en temps» de l'état de l'Union». Et pour M. Bush, cet exercice était hier soir, alors qu'il a accompli la moitié de son premier mandat, un défi de taille. Habituellement, ce discours est centré sur les objectifs politiques et nationaux de l'administration au pouvoir à la Maison blanche. La guerre du Golfe, avec sa charge d'angoisses et de sacrifices humains et financiers, donnait à ce discours une allure de déjà vu, rappelant, voici 23 ans et sur la même estrade, le discours d'un Lyndon Johnson devant une nation profondément divisée sur la guerre du Vietnam, surtout qu'à l'époque le président Johnson promettait aussi une guerre courte et peu coûteuse. □

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

- à Montréal: Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 18 h;
- à Sherbrooke: Université de Sherbrooke, pavillon des Sciences humaines Albert-Leblanc (devant le casse-croûte), de 13 h à 19 h 30;
- à Montréal: hôpital Sainte-Justine, hall d'entrée, 3175, chemin de la Côte Sainte-Catherine, de 9 h 30 à 16 h 30.

La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

830

à quatre chiffres

4910

ABONNEMENT 285-6911

Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 18 h. Samedi et dimanche de 7 h à midi.

REDACTION 285-7070

PROMOTION 285-7100

COMPTABILITÉ 285-6892

Grandes annonces 285-6900

ANNONCES CLASSEES

Commandes ou corrections

lundi au vendredi de 8 h. à 17 h.

285-7111

GRANDES ANNONCES

Détailants

285-7202

National, Télé-Presse

285-7306

Vacances, Voyages

285-7265

Carrières et professions,

nomination

285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Coursier de la deuxième classe — Enregistrement: numéro 1400. Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



05-3-01

MERCREDI
30 JANVIER 1991

COUPE DU MONDE DE SKI ACROBATIQUE AU MONT GABRIEL

C'EST UN RENDEZ-VOUS
ET C'EST GRATUIT!

Le vendredi 1er février:
COMPÉTITION BALLET
Piste Oberurgel

Le samedi 2 février:
COMPÉTITION BOSSES
Piste Tamarak

Le dimanche 3 février:
COMPÉTITION SAUTS
Piste Guy Normandin



Ce sont les deux policiers qui ont abattu Fabien Quienty

ANDRÉ CÉDILOT

■ Contrairement à ce que l'on pensait, ce sont les deux policiers de la Communauté urbaine de Montréal en service qui ont tiré les coups de feu atteignant mortellement Fabien Quienty, 25 ans, vendredi, lors d'une opération de routine, dans l'est de Montréal.

L'interrogatoire des policiers et de quelques témoins de la fusillade, a appris *La Presse*, aurait permis aux enquêteurs de la Sûreté du Québec, responsable de l'enquête, d'établir que les deux agents — une femme et un homme — avaient ouvert le feu en direction de la victime.

Selon les informations obtenues, l'autopsie confirmerait également que la victime a été atteinte de deux balles, dont l'une, à la poitrine, s'est avérée mortelle. De prime abord, il semble que les projectiles proviendraient d'armes différentes, ce qui laisse supposer que les deux policiers ont touché la cible.

Cette hypothèse reste toutefois à vérifier par les experts en balistique de l'Institut de police scientifique du Québec qui soumettront les revolvers des deux policiers à des examens minutieux au cours des prochains jours. Le suspect, a confirmé la SQ, n'était pas armé au moment du drame.

Quienty, qui possède un dossier judiciaire, fuyait présumément la scène d'un cambriolage, vers 15 h, vendredi, lorsqu'il a été interpellé par des policiers, rue Gauthier, sur le Plateau Mont-Royal. En tentant de s'échapper, le suspect aurait embouti une voiture et heurté une agente du service de police.

La jeune femme aurait évité le pire en s'agrippant au capot de la voiture qui a subitement fait marche arrière. Elle serait ensuite tombée lourdement sur le sol. A un certain moment, affirme un témoin, le conducteur se serait penché, comme s'il cherchait à s'emparer d'une arme ou à esquiver un tir.

A deux reprises, après des freinages secs, le suspect aurait à nouveau foncé vers les policiers qui lui ordonnaient d'arrêter. Se sentant menacé, ainsi que sa compagne, un policier qui se tenait à peu de distance de la voiture, près de l'aile avant gauche, a ouvert le feu. A peu près au même moment, la policière dégainait et tirait un coup de feu.

Grièvement blessé, Quienty s'est effondré au volant, tandis que son véhicule s'est immobilisé contre le trottoir. La mort a été constatée à l'hôpital Notre-Dame. Les deux policiers du poste 34, dans le secteur du parc Lafontaine, ont dû être traités pour choc nerveux. La policière souffrait également de blessures mineures.

Étant donné que des policiers de la CUM étaient directement mêlés à ce drame de la rue, l'enquête a été confiée aux membres de la section des crimes contre la personne de la SQ, à Montréal. Les enquêteurs devraient soumettre sous peu leur rapport au coroner. Celui-ci aura à décider par la suite s'il y a lieu d'une enquête publique relativement à cette affaire.

Pas de baisse de taxes à Châteauguay

GILLES ST-JEAN

■ Plus de 2000 personnes réunies hier soir dans une église de Châteauguay ont réagi en criant et en chahutant, à l'annonce par le maire Jean-Bosco Bourcier du refus du premier ministre du Québec de toute subvention destinée à diminuer les comptes de taxes à Châteauguay, à la suite de la crise amérindienne de l'été dernier.

Le maire de Châteauguay avait rencontré le premier ministre Robert Bourassa, le ministre des Affaires municipales Claude Ryan et le ministre responsable de la Montérégie André Bourbeau, au cours de

l'après-midi, afin de leur soumettre une demande d'aide financière de 7,5 millions. Il s'agissait là d'une somme équivalente à une diminution de 30 p. cent des comptes de taxes et correspondant à la perte de valeur estimée des propriétés de la ville.

Compte tenu du grand nombre de personnes attendues, on avait réquisitionné l'église Saint-Joachim, comme cela s'est fait pendant la crise amérindienne. L'église a résonné par moments, de chapelets d'insultes auxquelles le maire Bourcier a fait face stoiquement.

«Je ne suis pas plus responsable de la crise de l'été dernier que vous autres, a-t-il dit. L'en-

suis autant la victime que les autres propriétaires de la ville. Je n'ai pas un avenir différent des autres citoyens.»

M. Bourcier a finalement réussi à surnager dans cette mare de frustration et de harcèlement.

Propositions...

Contrastant avec certaines propositions voulant qu'on envahisse la réserve mohawk de Kahnawake pour se faire entendre, ou qu'on fasse des menaces au gouvernement pour qu'il règle leur problème, un homme d'affaires de Châteauguay, M. Marcel Mailloux, a proposé à ses concitoyens des solutions légales après avoir consulté des avocats la semaine dernière.

«On peut porter plainte au bureau de révision des évaluations, a-t-il commencé, ou signer une pétition adressée au ministre des Affaires municipales; on peut également entreprendre une action en Cour supérieure pour faire casser le rôle d'évaluation de la ville et demander une injonction pour faire cesser la perception des taxes; une demande d'injonction coûterait 15\$ par personne et les avocats que j'ai consultés sont prêts à faire le travail gratuitement si 15000 personnes en manifestent le désir.»

M. Bourcier s'est dit prêt, pour sa part, à demander au ministre des Affaires municipales de par-

ticiper à une nouvelle réunion publique la semaine prochaine à Châteauguay.

Aux gens qui menaçaient de ne pas payer leurs taxes, le maire a rappelé que la ville ne pourrait pas leur fournir de services dans ce cas-là.

Le maire de Mercier, M. Jocelyn Lazure, participait également à la réunion publique; de nombreux citoyens de sa ville étaient là aussi.

Les maires, qui doivent participer à une réunion de la MRC Roussillon ce soir, ont dit qu'ils tenteraient de demander l'appui de leurs collègues maires.



Pendant que des écoliers s'élancent dans la glissoire à l'arrière du château, d'autres visitent les lieux.

PHOTO PIERRE COTE, La Presse

Grâce à ses 12 mètres de haut, le château de neige de Montréal établit un record canadien

GEORGES LAMON

■ Du haut de ses 12 mètres, le château de neige avec ses tourelles, ses corniches et ses pignons, domine le jardin de neige de l'île Notre-Dame qu'envahit chaque jour une légion d'enfants qui tantôt s'élancent sur la glissoire tantôt s'aventurent dans le labyrinthe. C'est la Fête des neiges!

Depuis le 25 janvier et jusqu'au 3 février l'île Notre-Dame vit à l'heure d'une autre guerre, bien plus sympathique celle-là: «La Guerre des tuques». C'est dans ce décor de château médiéval que l'animation se déroule à un rythme continu pour toute la durée de cette fête hivernale montréalaise.

Les organisateurs de cette neuvième édition de la Fête des neiges admettent que ce château représente «un outil d'animation pour les enfants» en plus d'être un élément de décor qui cadre bien avec la Fête des neiges.

Conçu et réalisé par le sculpteur Paul Dawkins, d'Ottawa, avec une équipe de quinze sculpteurs, l'immense structure qui a nécessité 500 camions de neige, représente le plus

grand défi jamais réalisé au Canada. D'ailleurs, Daniel Carbray, un sculpteur sur glace, qui a participé à cette oeuvre pendant environ trois semaines avec Dawkins, reconnaît qu'il s'agissait «d'une première pour tous les sculpteurs d'ici». Mais connaissant la réputation de Paul Dawkins comme «spécialiste des châteaux», il savait que l'homme était apte à relever ce défi. C'est Dawkins, qui l'été dernier, avait conçu et érigé avec son équipe aux jardins des Floralies de l'île Notre-Dame, le plus grand château de sable (six pieds de haut sur vingt de long) jamais construit au Québec. D'ailleurs, Daniel Carbray voit aussi dans le défi de Dawkins à Montréal, une tentative pour battre le château de glace de Québec.

«Nous avons dû composer avec un manque de neige en décembre, explique Daniel Carbray. Par la suite, notre plus grosse difficulté a été de trouver de la neige de qualité (exempte d'abrasifs) dans la ville. La logistique a été un véritable casse-tête. C'est ce qui explique les réels airs de vestiges de ce château médiéval avec ses ombres brunâtres.

Mais ce n'est pas la seule difficulté que doit affronter Daniel Carbray. La crainte des vandales et le soleil menacent la structure de ne-

ge, en particulier les tourelles et les corniches. Notre sculpteur soigne alors les blessures: il y ajoute de la neige blanche qui absorbe moins les rayons du soleil ou reconstruit d'autres éléments.

«Ca me fait bien de la peine de le voir ainsi s'effriter, dit-il fort déçu. Lundi, c'était épouvantable.»

Pour y remédier, tant bien que mal, on sculpte séparément des corniches, des petits toits et des pignons pour remplacer les éléments érodés ou démolis par les enfants qui montent un peu partout.

«Certains visiteurs incrédules donnent des coups de pied dans le mur pour vérifier s'il s'agit effectivement de neige, dit-il. Tous les jours je dois refaire des corniches, des toits et les remplacer, signale-t-il. L'espère que le château tiendra jusqu'à dimanche. Heureusement que les nuits sont froides.» À l'ombre du château, deux jeunes élèves, Martin Roy et Martin Després s'initient à l'art pictural avec colorine. Sur un long mur de glace qui tient lieu de toile, ils écrivent en rouge ou en vert le sujet de leur préoccupation présente et légitime: Peace. Accompagné du signe approprié, c'est leur défi à eux!

En 92, Montréal sera l'hôte des maires des villes nordiques

GILLES GAUTHIER

■ Les célébrations du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal s'amorceront en février 1992 par une rencontre dans la métropole d'une quarantaine de maires de villes nordiques provenant de 18 pays.

L'événement s'accompagnera d'autres activités dont une exposition commerciale sur la thème de «Vivre l'hiver en ville», un concours d'idées présidé par Roland Doré de l'École Polytechnique et doté de prix totalisant 86000\$ et la première édition des Internationaux du commerce de Montréal, organisés par la Chambre et le Bureau de commerce de la métropole.

La 5^e Biennale des villes d'hiver (rencontre des maires) sera également suivie de Polartech 92, conférence internationale sur le développement et l'utilisation commerciale des technologies dans les régions polaires, qui se tiendra pour la première fois hors de la Scandinavie. Le Jardin botanique, le Musée des Beaux-Arts et le Planetarium organiseront des événements spéciaux sur le thème de l'hiver.

Le budget du comité organisateur, présidé par Ronald Corey du Club de hockey Canadien, est de 4,4 millions, dont 1,6 million viendra de la Ville de Montréal, 500000\$ du gouvernement du Québec, autant du gouvernement fédéral, 550000\$ des commanditaires, des frais d'inscription, etc. La contribution des deux gouvernements supérieurs proviendra de l'enveloppe de 10 millions qu'ils ont chacun promis de verser pour le 350^e.

Le maire Jean Doré et M. Corey se rendront à Sapporo, au Japon, dans quelques jours pour présenter un rapport d'étape lors d'une réunion de l'organisme regroupant les villes nordiques. Le maire, accompagné notamment de son chef de cabinet Jean-Robert Choquet, ira aussi à Tokyo, Osaka et Hiroshima.

Idée japonaise, les rencontres des maires des villes d'hiver se sont tenues à Sapporo en 1982, Shenyang (Chine) en 1985, Edmonton en 1988 et Tromsø (Norvège) l'an passé. Anchorage en Alaska accueillera celle de 1994.

Le charmant «pont des amoureux» du parc Lafontaine sera reconstruit

JEAN-PIERRE BONHOMME

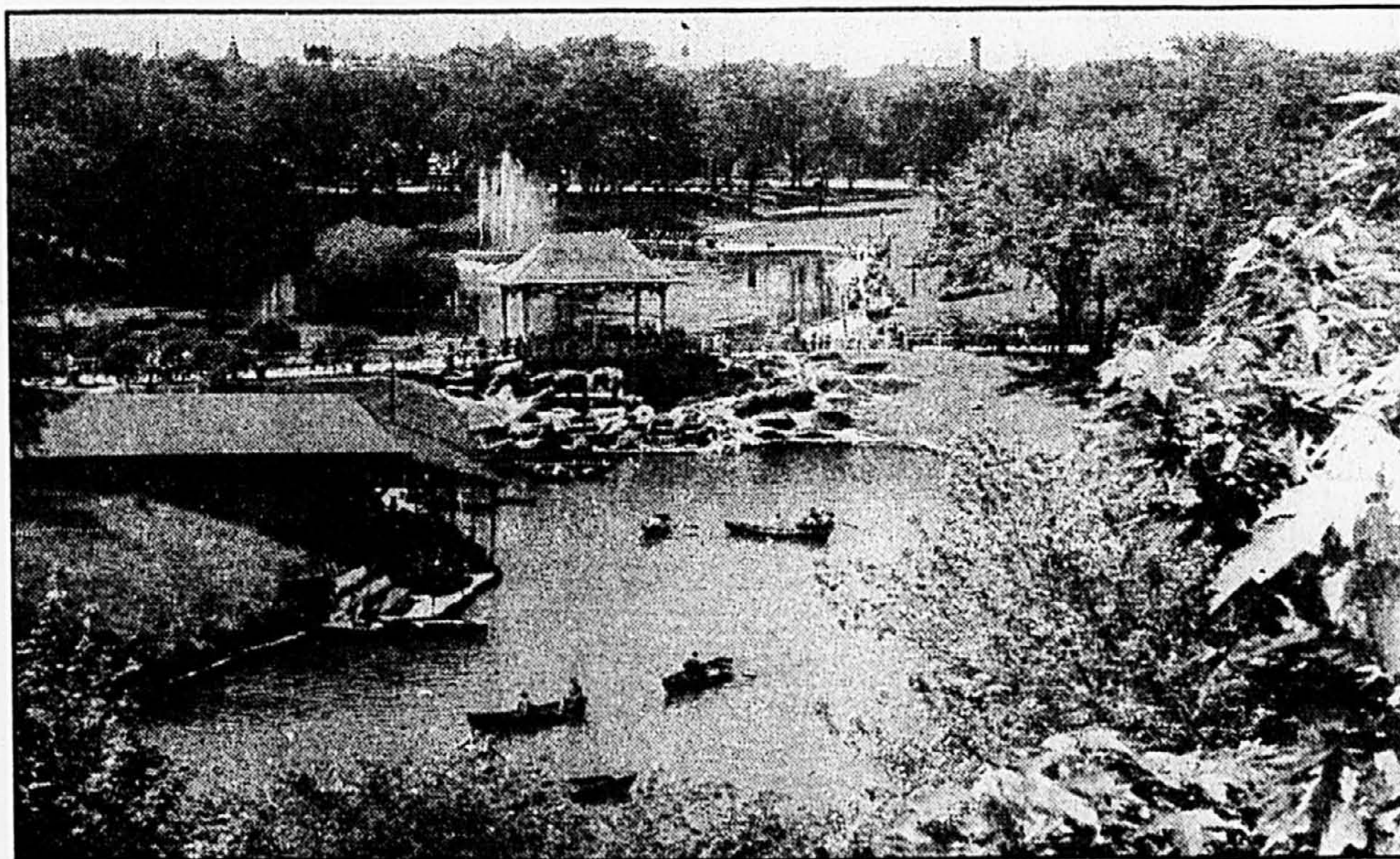
■ Le pont des amoureux du parc Lafontaine est disparu, mais il réapparaîtra.

Ce lieu charmant, qui a tant fait rêver les Montréalais, renaîtra en effet, à la suite d'une décision de l'administration municipale. Mais d'autres équipements et immeubles, dont ce triste chalet-restaurant et ce théâtre en plein air, près des étangs, pourraient disparaître.

C'est ce qu'il faut faire, a dit hier M. Gilles Roy, l'un des architectes-paysagistes responsables et collaborateur du directeur Pierre Bourque, si l'on veut redonner au parc Lafontaine son esprit d'antan. Le parc doit redevenir un lieu de promenade privilégiée, d'hiver et d'été; il faut lui redonner son doux caractère de jardin urbain.

Il est certain que, dans cet esprit, la fameuse fontaine des étangs sera restaurée cet été; elle pourra donc, bientôt, redonner à ce lieu-clé la poésie des beaux jours des années 50.

M. Roy, diplômé en architecture du paysage de l'Université Cornell, est, avec une équipe de designers de la Ville, l'auteur de l'en-



En 1947, lorsque cette photo a été prise au parc Lafontaine, les deux étangs étaient séparés par un pont rustique en béton. Ce «pont des amoureux» a été enlevé pour être remplacé par une structure sans charme. Selon les plans des architectes paysagistes de la Ville, ce pont sera reconstruit. On voit, derrière, la fameuse fontaine qui sera reconstruite cet été.

trée et de la voie monumentales qui ont été aménagés l'été dernier à l'extrémité nord-ouest du parc. Cette construction, en dur, pavée, contestée en certains milieux, a été implantée dans la partie du parc que la fermeture d'un zoo a permis de récupérer.

Cette voie, explique-t-il, lorsqu'elle sera bordée d'arbres et lorsque les bancs publics dans le style montréalais des années cinquante seront installés, cet été, se trouvera «à l'échelle» du parc. Mais, reconnaît-il, il y aura lieu, pour donner sens à ce nouvel aménagement et à son belvédère, de redonner aux étangs leur caractère doux et naturel. À cet égard, l'implantation, en 1943, d'un amphithéâtre, transformé depuis en théâtre à ciel ouvert, est une intrusion qui brise l'harmonie.

Il en va de même du chalet-restaurant, construit en 1963 au coût de 1 million, et qui enlève tout aspect rustique à l'environnement. Les décisions ne sont pas prises, signale l'architecte, mais la volonté de transformer ces lieux existe. Par ailleurs l'implantation d'un belvédère, à l'extrémité est de la rue Roy, elle-même une intrusion, procède comme prévu.

La disparition du zoo, fait remarquer l'expert, a fait gagner au

parc 20 000 mètres carrés de superficie utile. Par ailleurs, 130 arbres, en majorité des érables, ont été plantés.

La Ville procédera à la transformation du parc en réaménageant, cet été, la section qui se trouve devant l'hôpital Notre-Dame. Cet aménagement nouveau, auquel se greffera la Place Charles-de-Gaulle, fera disparaître les parkings qui avaient empiété sur la zone utile.

M. Roy souhaite que les chemins piétonniers soient composés de pierre concassée pour ne pas créer d'impact trop lourd sur l'environnement. Le pavage d'asphalte a pour effet de réchauffer le climat et de créer une atmosphère artificielle.

Le parc Lafontaine a une superficie de 99 acres. Il a officiellement pris son nom le 22 juin 1901, donc il y a 90 ans. Le journaliste Denis Masse a déjà expliqué dans un article de *La Presse* qu'on doit son aménagement au jardinier français Louis-François Cholet, alors employé de la Ville. C'est lui, croit-on, qui a recommandé de creuser deux étangs «pour mettre à profit la baisse naturelle qui ravinaient cette ancienne ferme à peu près en son centre».

La Presse

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction de la formation à distance

vous proposent les dimanches,
lundis et mercredis jusqu'au
24 février 1991

LA CONSOMMATION

un mini guide de C. O.P.C.

aujourd'hui en page C 8

Éviter
l'endettement

LA GUERRE DU GOLFE PERSIQUE

La démission de Chevènement en France: fin d'une « drôle de guerre » pour le ministre de la Défense

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

■ Onze jours après le déclenchement du conflit dans le Golfe, le ministre français de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, a démissionné hier midi pour manifester son opposition à l'engagement militaire français contre l'Irak. Au même moment un communiqué de la présidence de la république annonçait son remplacement par un autre membre du gouvernement, Pierre Joxe, jusque-là ministre de l'Intérieur et considéré comme un intime de François Mitterrand.

Si le moment et la manière ont pu étonner, la décision elle-même n'a surpris absolument personne dans les milieux politiques français, ou parmi les observateurs. Non seulement Jean-Pierre Chevènement, leader de l'aile « gauche » du Parti socialiste, était-il opposé depuis le début à un conflit frontal et militaire avec Saddam Hussein mais encore il l'avait fait savoir à mots à peine couverts aux médias. Il avait même une première fois offert sa démission au chef de l'État, avec lequel il a depuis une vingtaine d'années des relations très proches et souvent conflictuelles.

La première offre de démission avait été

« refusée » par Mitterrand. Ce qui pouvait donner à penser au ministre de la Défense qu'il disposait encore d'une véritable marge de manœuvre dans la conduite de la guerre dans le Golfe (où quelque 10 000 soldats de métier français sont sur la ligne de front, sans parler des avions et des navires).

Ainsi le jour même du déclenchement de « Tempête du Désert », Chevènement précisait-il officiellement que les missions des avions français se limiteraient au Koweït et n'attaqueraient pas le territoire irakien lui-même. Trois jours plus tard, il était officiellement démenti à la télévision par le président Mitterrand en personne, et les avions de chasse français commençaient une série de raids sur l'Irak.

Hier, en fin de matinée, Jean-Pierre Chevènement décommandait le point de presse prévu avec les médias et faisait parvenir sa lettre de démission à l'Élysée :

« Aux raisons de fond que je vous ai exposées début décembre, écrit-il, il me semble que les événements donnent aujourd'hui toute leur force. J'ajoute que la logique de la guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixés par les Nations unies. »

En fait, le ministre français de la Défense menait depuis le déclenchement de la crise une « drôle de guerre » vis-à-vis de l'Irak,

puisque'il était partisan — et l'est resté — d'une solution négociée avec le dirigeant de Bagdad. Tout comme l'ancien ministre socialiste des Affaires étrangères, Claude Cheysson, Jean-Pierre Chevènement s'accrochait fermement à la ligne de l'embargo, estimant que celui-ci finirait par faire plier Bagdad. Tandis que la guerre mènerait à la fois à des hécatombes et à une profonde déstabilisation de la région et du monde arabe.

Le 2 août, alors qu'un conseil des ministres d'urgence est réuni à Paris, Jean-Pierre Chevènement décide de rester en Toscane où il se trouve en vacances. Un peu plus tard, dans une interview officielle à l'AFP, il exprime des réserves très fortes à un conflit militaire. Puis il déclare à la télévision qu'une guerre ferait « cent mille morts » dans le Golfe.

À mesure que l'échéance du 15 janvier se rapproche — et pendant que les troupes françaises continuent leur installation — les réserves deviennent plus nettes. Son courant au sein du PS, « Socialisme et République » (moins de dix p.c. du parti) se joint au camp des pacifistes. Et, le 16 janvier, au moment du vote au parlement sur l'engagement militaire français, son propre député suppléant fait partie des sept socialistes qui s'abstiennent sur la question (avec 27 communistes et une poignée de députés de droite).



Jean-Pierre Chevènement, PHOTO AP
démissionnaire.



Pierre Joxe, PHOTO REUTERS
le successeur.

Les médias dans la guerre: contrairement aux journaux, la télévision est dépassée

SOPHIE DUROCHER
collaboration spéciale
NEW YORK

■ « Quel est le rôle de la télévision dans la guerre du Golfe? Donner beaucoup plus d'images... et beaucoup moins d'information ».

Ce commentaire d'un journaliste du très respectable magazine *Us News and World Report* illustre bien le débat qui s'amorce aux États-Unis sur la « télé-guerre », ce conflit en direct où deux chefs d'État, George Bush et Saddam Hussein, se livrent des combats diplomatiques par réseaux de télévision interposés. Réunis hier à l'université Columbia, à New York, des journalistes, dont Dan Rather de CBS, des politiciens et des analystes des médias ont amorcé une discussion sur le rôle de la télévision dans la guerre du Golfe.

Leurs critiques étaient dirigées avant tout vers le gouvernement américain qui, depuis bientôt deux semaines, nourrit la presse à la petite cuillère, ne laissant transpirer que des bribes d'informations. Mais les attaques ont aussi touché la télévision et les journalistes dans leur propre travail de « désinformation ».

Dan Rather, l'animateur vedette de *CBS Evening News*, a fait son mea culpa, reconnaissant que les réseaux américains n'avaient pas fait tout ce qu'il fallait pour s'opposer à ce qui n'est rien de moins que la censure américaine. Il a aussi admis que les journalistes n'avaient pas suffisamment expliqué au public américain l'étendue du contrôle de l'information par le Pentagone.

Mais, pour Rather, le combat se situe déjà à un autre niveau. Il explique que, malgré la guerre, la couverture internationale est en voie de disparition aux États-Unis à cause des consultants qui affirment à qui veut bien les entendre que le public américain n'est pas intéressé par ce qui se passe au-delà de ses frontières.

Le « village » de CNN

Au lieu de s'extasier bêtement devant « le village global » créé par CNN et les autres réseaux, certains des analystes ont au contraire critiqué une couverture 24 heures sur 24 qui n'apporte aucune information nouvelle et qui charrie plutôt rumeurs et erreurs.

Hodding Carter III est un analyste réputé aux États-Unis,

qui a également travaillé à la préparation d'excellents documentaires de PBS sur la guerre en Irak. Il a réitéré la litanie d'erreurs qui ont été commises depuis le début de la guerre : l'annonceur qui a déclaré en ondes qu'Israël avait contre-attaqué après les premiers missiles Scud, le reporter qui a dit avoir appris de source sûre qu'une attaque chimique avait frappé Tel Aviv, le journaliste qui a affirmé au premier jour de la guerre que toute la puissance militaire irakienne avait été anéantie.

La solution? Carter croit que les réseaux devraient envoyer plus de correspondants aux frontières jordaniennes et turques pour faire de véritables reportages et passer moins de temps dans les conférences de presse des généraux américains. Le révérend Jesse Jackson, qui a rencontré Saddam Hussein et Tariq Aziz à Bagdad au mois d'août, s'est plaint d'une couverture télévisée qui ne fait pas entendre les différentes voix qui s'élèvent contre l'intervention américaine. Les manifestations de dizaines de milliers de militants pacifistes ont été presque totalement occultées par la presse américaine.

D'autres ont dénoncé l'opération de propagande qui fait que personne ne parle des milliers de pertes humaines qui ont dû résulter des attaques incessantes des forces alliées; d'autres encore ont critiqué le patriotisme sans réserve des journalistes soi-disant objectifs qui n'hésitent pas à utiliser le « nous » en parlant des troupes américaines. Le directeur de CNN international, Peter Veasay, a d'ailleurs affirmé que le défi auquel font face les journalistes de CNN est d'aller au-delà des partis pris culturels et nationaux pour s'adresser à un auditoire international.

Mais l'analyse la plus cinglante est venue de David Gergen, éditeur du *US News and World Report*. Il va à contre-courant de tous ceux qui pensent que la télévision a joué un rôle décisif dans cette guerre. Il affirme que la télévision est dépassée par la complexité des enjeux de la guerre et que jamais le petit écran n'aura été aussi inutile et manipulé que dans le présent conflit.

« Nous entrons dans une ère de complexité et la télé est un médium de simplicité, dit-il. Les gens vont de plus en plus se tourner vers les journaux pour obtenir les vraies informations. »

L'Allemagne consent une aide de 5,5 milliards aux États-Unis

Israël et la Turquie recevront des missiles Patriot et Hawk

d'après AFP et Reuter
BONN

■ Le chancelier Helmut Kohl, désireux de mettre fin aux critiques des alliés contre l'engagement trop timide de l'Allemagne dans la coalition anti-Saddam, a consenti hier une aide financière massive aux États-Unis et un soutien militaire à Israël et à la Turquie.

À l'issue d'un conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement Dieter Vogel a annoncé le versement en espèces de 5,5 milliards de dollars aux États-Unis, le déploiement immédiat en Turquie de missiles anti-aériens Roland et Hawk, ainsi que la fourniture de toute une panoplie de matériel militaire à Israël, victime des attaques de fusées Scud irakiennes.

« Cette aide est appropriée, il s'agit là d'une solidarité qui va de soi », a commenté dans une conférence de presse M. Kohl, « on ne peut pas s'attendre à ce que les contribuables des autres pays supportent toute la charge ». « Comme la RFA ne peut pas s'engager dans le Golfe en raison de sa constitution, c'est un acte de solidarité que d'apporter un soutien matériel et financier », a-t-il ajouté.

Le détail de l'aide à Israël n'est pas encore tout à fait arrêté, les négociations se poursuivant avec une délégation israélienne présente à Bonn. Selon des sources gouvernementales, l'Allemagne s'apprête à fournir des missiles anti-missiles Patriot et anti-missiles Hawk, des blindés Fuchs de détection de gaz de combat et des équipements de protection contre les gaz de combats.

Soucieux de prouver la solidarité de l'Allemagne avec Israël, M. Kohl avait déjà décidé la semaine dernière de débloquer une aide humanitaire immédiate de 250 millions de DM.

En Turquie, près de 600 soldats allemands accompagneront les missiles déployés, portant à environ 800 le contingent allemand stationné non loin de la frontière irakienne. Une aide supplémentaire à la Grande-Bretagne sera discutée aujourd'hui lors de la visite à Bonn du secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd.

La contribution financière aux États-Unis dépasse largement tout ce qui était attendu par les diplomates à Bonn, qui tablaient au mieux sur un doublement de l'aide engagée jusqu'ici, qui s'éle-

vait à une somme totale de 3,5 milliards de dollars.

Le chancelier Kohl et le président George Bush sont convenus lundi soir au téléphone que cette somme représentait l'intégralité de la contribution allemande aux États-Unis jusqu'au 31 mars 1991.

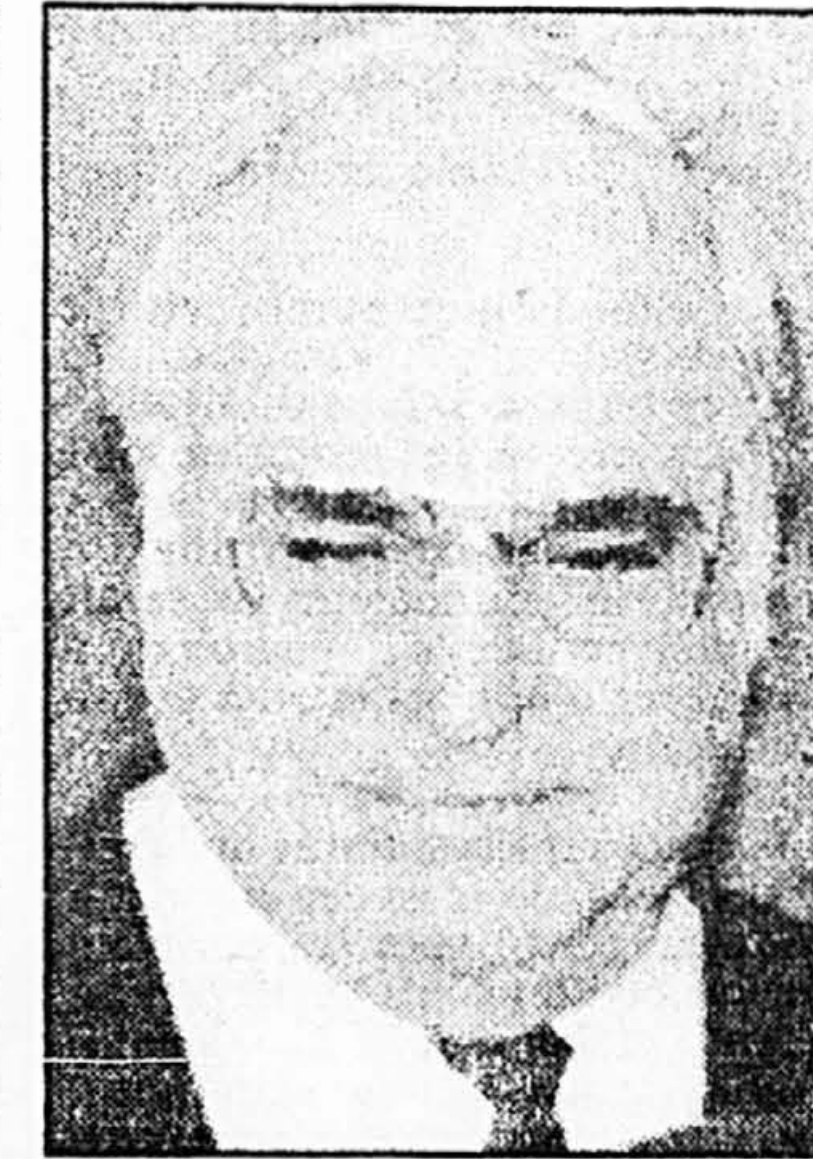
Les critiques envers l'Allemagne ont abondé de toutes parts ces dernières semaines. Aux États-Unis, les parlementaires ont regretté publiquement l'ingratitude de l'Allemagne dont Washington a largement aidé l'unification.

En Israël, l'opinion publique a été choquée d'apprendre que ce sont des firmes allemandes qui ont amélioré la portée des Scud — tout en bénéficiant de garanties de l'État à l'exportation, selon la télévision allemande ARD — et permis à Saddam Hussein de se doter d'un arsenal chimique. Le

ministre allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, venu jeudi dernier manifester sa solidarité avec le peuple juif, a été hué par la population de Tel Aviv.

En Turquie, le président Turgut Ozal a récemment stigmatisé la réticence de l'Allemagne à vouloir défendre son pays, pourtant membre de l'OTAN, contre une éventuelle attaque de l'Irak.

La plupart des pays en guerre contre Saddam Hussein ont également critiqué les manifestations pacifistes, qui ont fait de l'Allemagne le fer de lance du mouvement anti-guerre. Le chancelier a condamné la tournure anti-américaine des innombrables défilés mais a souligné qu'il fallait comprendre les Allemands traumatisés par la guerre aérienne qui a détruit leur pays dans les années 40.



Le chancelier Kohl, PHOTO REUTERS

LIQUIDATION DE TAPIS ORIENTAUX

30% À 50% DE RABAIS



NOS BAS PRIX AU QUOTIDIEN

CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL

50% DE RABAIS
TAPIS PAKISTANAIS

33% DE RABAIS
TAPIS INDIENS FAITS MAIN

30% DE RABAIS
TAPIS CHINOIS 90 FILS

CHOISISSEZ PARMI UN FABULEUX ASSORTIMENT DE VÉRITABLES TAPIS ORIENTAUX FAITS À LA MAIN. LES DIMENSIONS VONT DE 61 CM SUR 91 CM À 305 CM SUR 427 CM.

NOS TAPIS NE VOLENT PAS... MAIS ILS S'ENVOLENT TRÈS VITE! OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 9 FÉVRIER 1991.



CENTRE DE LIQUIDATION SIMPSON

Scud à tête nucléaire ou chimique: une vantardise de Saddam Hussein?

d'après AFP et Reuter
MOSCOU

■ Le chef adjoint de l'état-major de l'armée de terre soviétique, le général Norad Ter-Grigoriants, a estimé hier que les propos du président Saddam Hussein sur le fait que l'Irak dispose de toutes sortes de charges militaires pour les missiles Scud sont sans fondements.

« Cette affirmation est une pure vantardise de la part du président irakien », a déclaré à l'agence non officielle Interfax l'officier supérieur soviétique, en référence à l'interview donnée lundi à CNN par Saddam Hussein.

« L'Union Soviétique n'a jamais vendu à l'Irak d'armes nucléaires ou leurs composantes », a ajouté le général Ter-Grigoriants.

Un autre expert sur les questions irakiennes, qui a requis l'anonymat, estime pour sa part que « Bagdad dispose d'armes chimiques et bactériologiques mais il est douteux qu'il ait réussi à constituer un stock d'armes nucléaires réellement efficaces, compte tenu de son niveau technologique ». « Les informations dont je dispose me font douter que l'Irak pos-

sède des armes nucléaires », ajoute cet expert cité par Interfax.

L'Irak dispose de 2000 à 4000 tonnes de substances toxiques, selon le commandant soviétique des unités d'armes chimiques, le général Stanislav Petrov, interrogé récemment par les *Izvestia*.

Ces armes sont stockées et fabriquées dans une douzaine de sites répartis dans tout l'Irak, selon le général Petrov. Il mentionne dans l'arsenal chimique de Bagdad, l'ypérite (gaz moutarde), un produit cyanogène non précisé, ainsi que le GA-Tabun et le GB-Sarin, des armes de la deuxième génération contenant des neurotoxiques.

Selon le général Petrov, qui se réfère aux informations « des spécialistes soviétiques », l'Irak dispose également d'armes bactériologiques, « des germes d'anthrax, de choléra mais aussi de maladies africaines exotiques ».

« L'Irak pourrait également avoir un agent toxique, la botuline, dont 100 grammes suffisent pour tuer des centaines de millions d'hommes ». Selon le général Petrov, les efforts des États-Unis et de leurs alliés pour détruire ces stocks d'armes chimiques et bactériologiques « n'ont pas été complètement couronnés de succès ».

LA GUERRE DU GOLFE PERSIQUE

Le Canada envoie 10 000 masques à gaz aux Palestiniens

PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse
OTTAWA

■ Le Canada fera parvenir quelque 10 000 masques à gaz aux Palestiniens des territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie, a annoncé hier le ministre des Affaires extérieures Joe Clark.

Devant le comité des affaires étrangères de la Chambre des communes, M. Clark a indiqué que le cabinet avait pris cette décision après avoir consulté les autorités israéliennes et les représentants palestiniens des territoires occupés.

Les quelque 10 000 masques à gaz — qui représentent environ la moitié des stocks des forces armées canadiennes — seront distribués dans les plus brefs dé-

lais par des organisations des Nations unies.

Un jugement de la Cour suprême israélienne a rendu obligatoire la distribution de masques à gaz aux Palestiniens des territoires occupés par l'État hébreu. Mais, en raison de l'épuisement des stocks, seulement 180 000 des 1,7 million de Palestiniens auraient obtenu un masque.

La décision canadienne survient une journée après que les fragments d'un missile Scud tiré sur Israël soient tombés sur une zone rurale en Cisjordanie et après que Saddam Hussein eut menacé de recourir à ses capacités nucléaires, biologiques et chimiques.

M. Clark a aussi indiqué que le Canada maintiendrait ses relations avec l'Organisation de la libération de la Palestine

(OLP), malgré le fait que l'organisation se soit rangée du côté de l'Irak. « Il est plus important que jamais de maintenir nos contacts », a dit le ministre.

Le Canada prépare-t-il l'après guerre par cette aide humanitaire aux Palestiniens? « Ils ont un besoin de masques dans les territoires et nous en avons de disponibles », a simplement répondu M. Clark avant d'inviter les autres pays à faire de même, notamment en distribuant des masques pour enfants, ce que le Canada ne possède pas.

Le ministre des Affaires extérieures a par ailleurs affirmé que la menace de Hussein de recourir à des armes non conventionnelles démontre que le président irakien est désarmé devant le succès des raids aériens de la coalition.

« C'est une autre menace de la part

d'un homme concerné par sa capacité de survivre », a dit M. Clark qui a rencontré en matinée son homologue de la CEE, le ministre des Affaires étrangères luxembourgeois Jacques Poos.

Le ministre Clark a cependant affirmé que l'Irak ne disposait pas d'armes nucléaires et que les missiles Scud ne pouvaient être munis d'ogives nucléaires. La coalition a bombardé les centres de recherches nucléaires irakiens qui auraient permis à Saddam Hussein de disposer d'une puissance nucléaire, mais pas avant 1996.

L'arrivée massive d'avions irakiens en Iran n'inquiète pas outre mesure le ministre Clark, qui se dit satisfait que l'Irak ait réitéré sa neutralité dans le conflit. Il est probable, dit-il, que les pilotes irakiens ont décidé de désertir. « Quoi qu'il

en soit, l'unité au sein de la coalition n'est pas menacée. »

Ottawa a par ailleurs créé un comité inter-ministériel pour évaluer l'aide environnementale que le Canada pourrait apporter à la suite du désastre écologique provoqué par le déversement de millions de barils de pétrole dans le Golfe.

Le Canada pourrait envoyer des spécialistes et une aide technique. « La capacité canadienne est modeste à l'échelle mondiale, mais nous possédons un savoir-faire dans certains domaines », a souligné hier le ministre de la Défense nationale Bill McKnight.

Le comité, présentement sous la direction du ministre de la Défense, compte aussi des fonctionnaires de six autres ministères.

L'offensive terrestre sera soudaine

Quand le moment sera venu, disent les Alliés

d'après AP et Reuter
WASHINGTON

■ Comme l'attaque aérienne qui a donné le signal du début de la guerre contre l'Irak, une offensive terrestre devrait débuter soudainement, avec une série d'attaques minutées — réelles et factices — le long d'un vaste front, estiment les spécialistes militaires.

Cette offensive terrestre — affrontements de chars, tirs de roquettes et d'artillerie, explosions de mines, combats face à face, bombardements maritimes et aériens — pourrait survenir avant fin février, au Koweït et le long des 175 kilomètres de la frontière avec l'Arabie saoudite.

Le secrétaire à la Défense, Dick Cheney, affirme que les troupes américaines seront prêtes à cette offensive avant la fin février. Mais lui et d'autres dirigeants ont soigneusement évité de dire quand elle pourrait avoir lieu. Apparemment la date est fonction du jugement qu'aura le Pentagone du résultat de la première phase en cours, celle des attaques aériennes.

Les troupes alliées sont déjà engagées dans des mouvements et des manœuvres, changeant de positions pour tromper l'adversaire. C'est le prélude à cette offensive terrestre qui, si elle est déclenchée, sera violente et meurtrière: la puissance, la rapidité et la capacité de destruction des armements actuels sont sans précédent dans l'histoire des guerres.

Bien sûr, le plan de bataille des alliés est un secret militaire. Et, à moins que l'Irak ne capitule avant, les dirigeants américains affirment que cette attaque terrestre est nécessaire pour libérer le Koweït.

Comme pour les raids aériens du 17 janvier, l'offensive terrestre devrait débuter de nuit, estiment les experts: cela permettra de profiter de la supériorité des alliés en matière d'appareils à détection

nocturne, notamment les hélicoptères Apache, les chars M1-A1 et les jumelles.

L'action des troupes d'élite d'infiltration américaines (*Special Operation Forces*), prélude à l'attaque, sera capitale. Leur tâche consiste, par des actions clandestines, des sabotages et des fausses attaques, à préparer le terrain.

Les alliés espèrent aussi dégager ce terrain en obligeant les Irakiens à se concentrer sur d'autres zones: cela pourra être fait grâce à des raids aériens en profondeur en Irak et au Koweït, des bombardements des côtes koweïtiennes par la marine, des engagements de l'infanterie et de l'artillerie sur la ligne de front et des débarquements des Marines sur les plages koweïtiennes et irakiennes.

L'élément de surprise pour cet assaut terrestre est très important pour les alliés, qui devront surmonter une série d'obstacles: champs de mines, fossés anti-chars de trois mètres de profondeur et de 18 mètres de largeur, monticules de sable de 15 mètres de hauteur, obstacles de toutes sortes — le tout soutenu par une artillerie lourde et d'importantes troupes enterrées dans le sable.

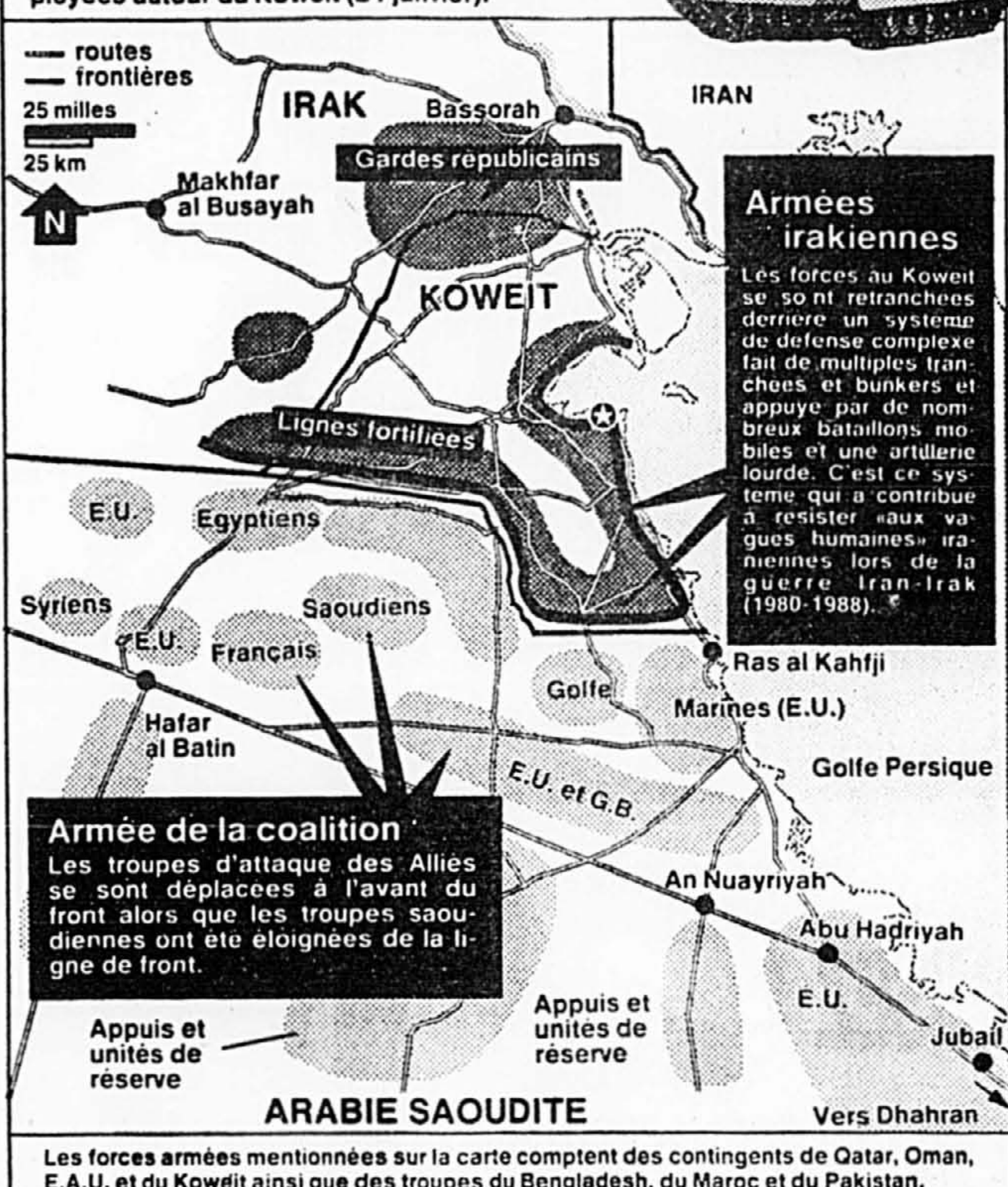
Des responsables britanniques ont par ailleurs écarté hier l'éventualité d'une offensive terrestre imminente des forces alliées dans le Golfe en déclarant qu'ils ne se laisseraient pas entraîner dans une attaque prématurée par le président irakien Saddam Hussein.

« Nous y viendrons quand nous serons prêts », a dit un haut responsable. D'autres ont rapporté que le cabinet de guerre britannique, réuni en présence du premier ministre John Major, considérerait les récentes initiatives de Saddam comme des pièges visant à précipiter une offensive des forces coalisées.

À titre d'exemples, ils citent la marée noire provoquée dans le Golfe et le transfert de plus cent avions irakiens en Iran.

POSITION DES ARMÉES

Voici la position approximative des armées déployées autour du Koweït (24 janvier).



La ville de Koweït est bien fortifiée

d'après AFP et Reuter
ROWEICHED (Jordanie)

■ L'armée irakienne a érigé des fortifications tout au long du front de mer de la ville de Koweït, ont affirmé hier plusieurs voyageurs arrivés en Jordanie en provenance du Koweït.

Des canons anti-aériens bitubes et quadrutubes ont notamment été placés aux abords des quartiers de Salmiyye, Fantass et Abou Hlayfé, proches du littoral, selon des témoignages recueillis au poste-frontière de Roweiched, sur la frontière irako-jordanienne.

Ces batteries entrent en action tous les jours depuis le début de l'offensive alliée contre l'Irak, le 17 janvier, a ajouté Raad Qassem qui précise toutefois qu'aucun raid n'a visé la capitale koweïtienne.

« Les Irakiens ont ordre de tirer au moindre bruit d'avion », a indiqué pour sa part Mahmoud Al-Amine, un commerçant libanais résidant à Salmiyye.

Selon lui, les autorités irakiennes ont, le 19 janvier, conseillé aux habitants des quartiers proches du front de mer de quitter leur domicile « pour leur propre sécurité », sans toutefois les y contraindre. Plusieurs ont préféré cependant chercher refuge chez des proches dans des quartiers éloignés du front de mer, a-t-il ajouté.

L'armée irakienne au Koweït est ainsi solidement retranchée, prête à soutenir une attaque terrestre des forces alliées, a déclaré hier un autre réfugié jordanien interviewé au poste-frontière de Roweiched.

Selon Mahmoud Hassan, un fonctionnaire de 54 ans qui a quitté l'émirat la semaine dernière, l'armée irakienne y est si bien retranchée qu'il est douteux que les forces alliées terrestres puissent l'emporter.

Pour l'instant, ajoute-t-il, « tout est au point mort à Koweït. L'armée (irakienne) distribue vivres, farine et viande, à partir de camions. »

L'Amérique capable de riposter à une attaque nucléaire ou chimique

Agence France-Presse
WASHINGTON

■ Les États-Unis ont très largement les moyens de riposter à une éventuelle attaque chimique ou nucléaire irakienne, notamment avec des armes nucléaires tactiques, notaient les observateurs hier au lendemain des menaces irakiennes d'utilisation de ces armes.

Jusqu'à présent, les responsables gouvernementaux américains se sont refusés à indiquer quelle riposte serait opposée à une attaque chimique, bactériologique ou nucléaire irakienne, se contentant d'indiquer qu'une telle attaque serait traitée avec la plus extrême gravité.

Le président irakien Saddam Hussein a indiqué lundi dans une

interview à CNN que ses missiles Scuds possédaient des capacités nucléaires, chimiques et bactériologiques et a menacé de s'en servir.

Outre leurs propres armes chimiques, les États-Unis possèdent une grande variété d'armes nucléaires tactiques, d'une puissance souvent très inférieure à celle de la bombe «A» d'Hiroshima, d'une puissance de 15 kilotonnes. Une kilotonne équivaut à 1000 tonnes d'explosif conventionnel.

Cet arsenal nucléaire tactique comprend notamment des missiles, des bombes, des obus de divers calibres et des charges de démolition.

selon des documents disponibles au public, est destinée à être montée sur les obus d'artillerie de 155 mm et de 8 pouces (203 mm). La charge la plus faible est de 0,1 kilotonne, l'équivalent de 100 tonnes d'explosif conventionnel, et le nombre d'ogives d'artillerie est estimé à 1900.

Ces projectiles, relèvent certains experts, seraient idéaux contre les concentrations de troupes du type de celles des Irakiens au Koweït. Au États-Unis, des voix ont commencé à s'élever, appelant à utiliser ces armes au lieu d'envoyer des fantassins se faire tuer dans l'éventualité d'une offensive terrestre.

Les avions américains sont de leur côté presque tous à capacité

nucléaire. Les chasseurs-bombardiers F-15, F-16 et F-18, les avions d'assaut A-6 et les bombardiers F-111 notamment sont capables d'emporter des bombes nucléaires tactiques d'une puissance allant de 20 à 300 kilotonnes.

Les progrès dans le guidage des projectiles permettent en outre de les tirer avec une grande précision, ce qui permet d'utiliser des armes nucléaires bien moins puissantes qu'avec un projectile non guidé.

Certains missiles enfin sont également à capacité nucléaire.

Les missiles de croisière Tomahawk, dont le lancement à partir de navires de guerre américains dans le Golfe a marqué le début des hostilités, sont ainsi capables d'emporter une tête nucléaire d'une puissance de 5 à 150 kilotonnes.

Des missiles à courte portée Lance, récemment retirés d'Europe dans le cadre des accords de désarmement avec l'URSS, pourraient également être utilisés munis de têtes nucléaires. On ignore cependant si ces missiles ont été déployés par les forces américaines.

Accord secret irako-iranien, selon ABC

Agence France-Presse
WASHINGTON

■ La chaîne de télévision ABC a affirmé hier soir qu'un accord concernant le passage en Iran d'appareils militaires irakiens avait été conclu entre les deux pays avant la guerre.

ABC ne cite aucune source précise. Selon Pierre Salinger, correspondant à Londres, « nos sources nous ont dit qu'un accord a été conclu, et un accord particulier a été conclu trois jours avant le début de la guerre ».

Selon M. Salinger, « Izzat Ibrahim, vice-premier ministre d'Irak, s'est rendu en Iran et a conclu avec les Iraniens un accord prévoyant l'établissement d'un refuge sûr pour les avions irakiens ». Le correspondant d'ABC affirme en outre que « les Iraniens ont accepté de laisser ces avions quitter l'Iran et retourner en Irak si leur participation à la guerre devenait nécessaire ».

Officiellement, les États-Unis affirment tout ignorer d'un tel accord et les responsables américains ont souligné mardi que les aviateurs irakiens réfugiés avec leurs appareils en Iran « avaient choisi de fuir le champ de bataille et que cela constitue un signe de faiblesse ».

CLINIQUE DE DENTUROLOGIE

= Lapointe & ASS. =

RETROUVER VOTRE APPARENCE NATURELLE

Votre sourire n'est-il pas votre principal atout? Un travail d'experts s'impose. La Clinique de Denturologie Lapointe & Ass. est l'endroit tout indiqué. Notre spécialité: les prothèses dentaires amovibles complètes et partielles. Notre équipe de denturologistes expérimentés vous offre, dans un cadre chaleureux, tous les services complets en matière de denturologie.

La clinique possède un laboratoire des plus moderne, une facilité d'accès et de stationnement. N'hésitez pas à nous téléphoner pour une évaluation gratuite ou un rendez-vous. Pour les gens éloignés, composez notre numéro sans frais. Nous nous ferons un plaisir de vous servir.



LONGUEUIL 425, Juliette 679-3288	OUTREMONT 615, Bloomfield (cote Bernard) 279-7170	LACHINE 850, 32e Avenue 637-9916
ST-HYACINTHE 2000, boul. Lafontaine 773-8333	ST-DAMASE 190, Principale 797-3312	MONTRÉAL 1435A, St-Marie (cote St) 937-0240
GREENFIELD PARK 128, Taschereau 923-3333	MONTRÉAL 80, St-Joseph Est (cote Lafontaine) 288-2228	ANJOU 7811, L.N. Lafontaine 493-6462

INFO. SANS FRAIS: 1-800-363-0572

PLACE VERSAILLES

VENTE TROTTOIR

"LA BELLE ÉPOQUE"

MUSIQUE DES "ANNÉES FOLLES"

SUR LA PROMENADE

LES 29-30-31 JANVIER ET 1er, 2 FÉVRIER

235 MAGASINS INCLUANT LA BAIE, MAGASIN M, PASCAL

TUNNEL LOUIS-H.-LAFONTAINE ET RUE SHERBROOKE EST

Woolco

LA TPS EST INCLUSE
LES PRIX SANS PROBLÈME

Liquidation

Une bordée d'aubaines

ÉCONOMISEZ
Jusqu'à

50%*

**Tout pour la maison, des stores
aux fours à micro-ondes**

MINI-STORES STYLEHOUSE

Au choix: 10 dimensions et 6 couleurs.
Note: les couleurs et les dimensions varient selon les succursales.

Économisez
jusqu'à **50%**

LITERIE COORDONNÉE DE FIN DE SÉRIE

Au choix: ens. de draps, édredons, etc.

Économisez
jusqu'à **50%**

TISSUS SÉLECTIONNÉS

Économisez
jusqu'à **50%**

FIÈS ET ARTICLES SÉLECTIONNÉS

Économisez
jusqu'à **50%**

ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN

Porte-serviettes dans certaines dimensions seulement, couvre-boîte, crochets, support à brosse à dents et gobelet, porte-savon.

Économisez
jusqu'à **50%**

APPAREIL PHOTO 35 mm AUTOMATIQUE

Doté d'un flash électrique intégré.
Notre p. cour.: 49,99, avec TPS.

39⁹⁹
chac.

**JUMELLES 7 x 35 MODÈLE PLIANT À
DOUBLE MISE AU POINT**

Grossissant 7 fois, étui souple.
Notre p. cour.: 129,99, avec TPS.

103⁹⁹
chac.

LAMPES SÉLECTIONNÉES

Lampe de boudoir 14 po. et de table 25 po. Modèles et couleurs variés. Le choix varie selon les succursales.

Économisez
jusqu'à **40%**

CLAVIERS CASIO

Guitare avec amplificateur, magnétocassette ou radio d'accompagnement, walkie-talkie, etc.

Économisez
jusqu'à **50%**

MAGNÉTOCASSETTE AM-FM STÉRÉO EVERSONIC

Magnétocassette stéréo avec téléviseur noir/blanc, indicateur FM stéréo, réglage du volume et de la tonalité. Notre p. cour.: 169,99, avec TPS.

149⁹⁹
chac.

TÉLÉPHONE EVERSONIC

Translucide, interrupteur tonalité/impulsion, composition du dernier numéro, sonnerie forte ou faible. Notre p. cour.: 36,47, avec TPS.

27³⁵
chac.

RÉFRIGÉRATEUR BRENTWOOD 1,6 pi³

Réfrigérateur de style européen avec compartiment de congélateur intégré. Notre p. cour.: 199,99, avec TPS.

179⁹⁹
chac.

TÉLÉCOULEUR OU FOUR À MICRO-ONDES

Quelques modèles en magasin. Le choix varie selon la succursale.

Économisez
jusqu'à **25%**

Tous les prix incluent la TPS. - *Sur la marchandise en magasin.



Il est maintenant
temps de jeter vos
vieilles chaussures
de sport!

Jus-
qu'à **50% de rabais***
Chaussures de sport

Nous avons une vaste sélection de chaussures de sport pour toute la famille. Les modèles et les pointures peuvent varier d'une succursale à l'autre.
*De nos prix courants.

40% de rabais
Articles de cuisine

**Service de
vaisselle**

P. cour.: 24⁹⁹ à 44⁹⁹

14⁹⁹ à 26⁹⁹
Avec TPS

Au choix: service de vaisselle 20 pièces en porcelaine ou en faïence. Les motifs varient selon les succursales.

**Pièces de service
coordonnées
en céramique**

P. cour.: 18⁹⁹ à 69⁹⁹

11³⁹ à 41⁹⁹
Avec TPS

Saucière, salière et poivrière, sucrier et pot à lait, ens. de tasses, ens. de 4 boîtes, porte-serviettes, beurrier, théière. Choix de 3 motifs.

**DEBUTE DEMAIN...
SE TERMINE SAMEDI!**

on d'hiver

sur des articles choisis



**Économisez jusqu'à 45%
Pulls pour dames**

Double jacquard, tricot fin,
brosées, unis. P-M-G.
14,99 à 18,99.
Dame Plus TG à TTG.
16,99 à 21,99.

Avec TPS

12\$



**50% de rabais
Coordonnées pour dames**

Couleurs variées.
P-M-G. P. cour.:
29,99 à 49,99.

Avec TPS

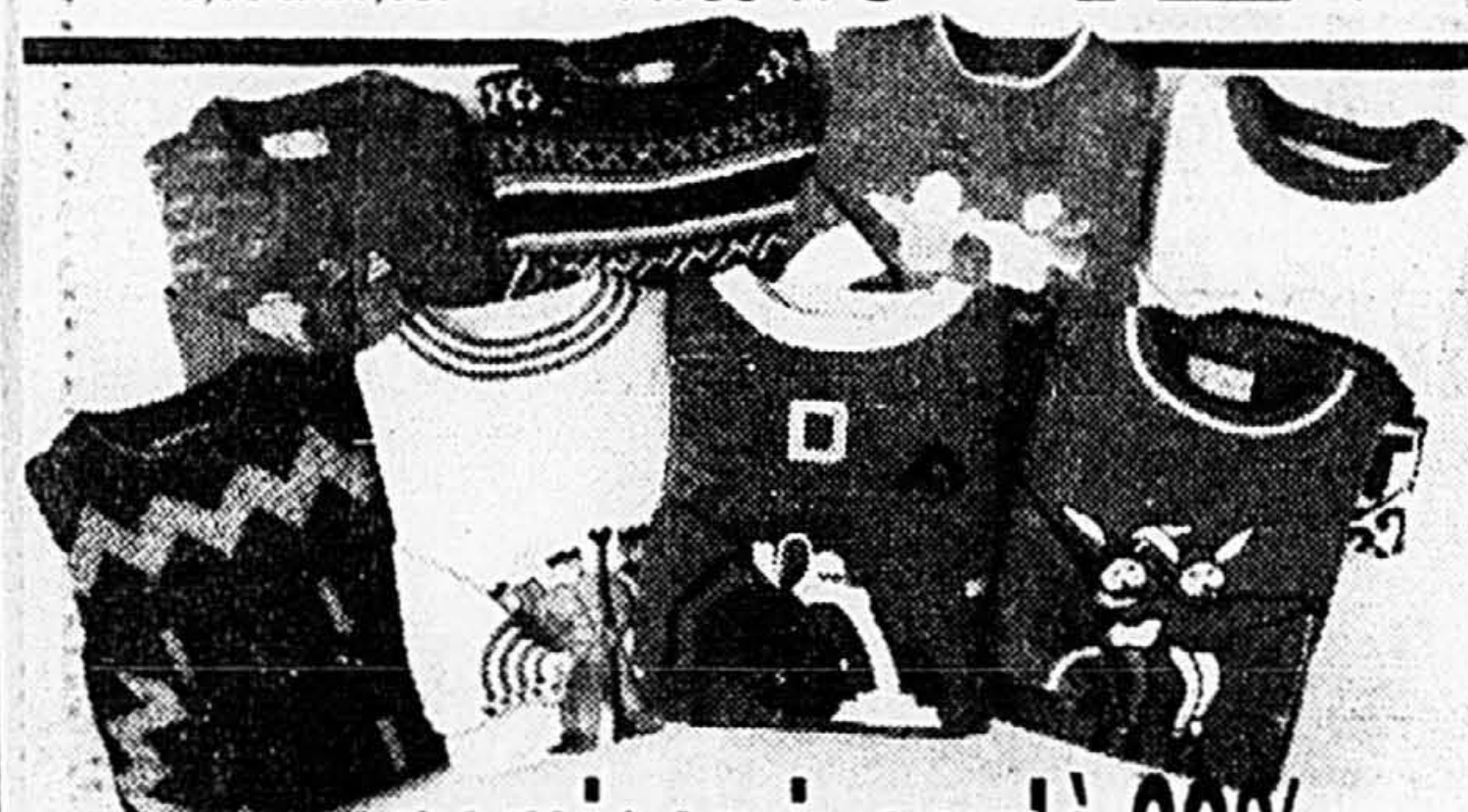
15\$ à 25\$

chac.

35%* de rabais et plus
**Coordonnées d'automne
et d'hiver pour enfants**

Claire Bell • Little Wonders • Ruffniks

Choisissez parmi une vaste sélection d'ens. 2 pièces
en denim pour les enfants. Les modèles et les tailles
peuvent varier selon la succursale.
*Sur nos prix cour.



**Économisez jusqu'à 60%
Pulls pour garçonnets et fillettes**

Pulls à motifs ou jacquard pour
garçonnets et fillettes. Combinaison
de couleurs.
Tailles 4-6-6x. P. cour.: 12,99 à 19,99.

Avec TPS

8\$

chac.



**50% de rabais
Coordonnées pour dames**

Hauts et bas
mollletonnés. P-M-G.
P. cour.: 29,99 à
39,99.

Avec TPS

15\$ à 20\$

chac.

**Jus-
qu'à 50%* de rabais**
Vêtements mode

Vêtements pour dames et dame Plus. Blouses, pulls, t-shirts, pan-
talons, jupes, coordonnées, robes.
Vêtements pour filles 4 à 6x et 7 à 16. Blouses, pulls, t-shirts,
pantalons, coordonnées, robes.
Vêtements pour garçonnets 4 à 6x. Chemises, pulls, t-shirts, pan-
talons et coordonnées.
Modèles et couleurs variés.
*Sur nos prix cour.



**Économisez jusqu'à 60%
Pulls pour filles 7 à 16**

Au choix: pulls à motifs ou
jacquard.
P. cour.: 12,99 à 24,99.

Avec TPS

10\$

chac.



**50% de rabais
Hauts en jersey pour dames**

Cardigans, col
cheminée, polo,
encolure ras du cou.
P-M-G. Prix cour.:
29,99 à 39,99.

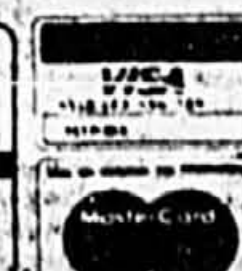
Avec TPS

15\$ à 20\$

chac.

50% de rabais
**Tous les vêtements
d'extérieur**

Garçonnets et fillettes 4 à 6x, filles 7 à 16, dames 5 à 18
(P-M-G). Dames Plus 16½ à 24½. (Sauf les blousons en
cuir et les blousons quatre saison.)
*Sur nos p. cour.



ROSEMÈRE
PLACE
ROSEMÈRE
401, boul.
Labelle

LASALLE
CENTRE LE
CAVALIER
8248, boul.
Champlain

BROSSARD
PLACE
PORTOBELLO
7200, boul.
Taschereau et
pont Champlain

LAVAL
CENTRE
LAVAL
Sortie 8 de
l'autoroute des
Laurentides

ST-LÉONARD
CENTRE
LANGELIER
7445, boul.
Langelier

KIRKLAND
PLAZA
ST-CHARLES
Sortie 50 de la
Transcanadienne
et boul. St-Charles

LONGUEUIL
CENTRE
CENTRE-VILLE
Boul. Roland-
Therrien et
Curé-Poirier

REPENTIGNY
LES GALERIES
RIVE-NORD
100, boul. Brien

VALLEYFIELD
CENTRE COMMERCIAL
VALLEYFIELD
30, ch. Dufferin
Valleyfield, Québec
J6S 4W4

ST-JEAN
LES GALERIES
RICHELIEU
978,
Du Séminaire

PLACE ST-EUSTACHE
367, boul.
Arthur Sauvé
St-Eustache
Tél.: 472-3900

La direction de *L'actualité* défend son enquête contestée par les cégeps

MARIE-FRANCE LÉGER

Depuis la publication dans son dernier numéro d'une enquête portant sur le «palmarès des collèges», la direction de *L'actualité* estime que les cégeps lui font un procès injustifié.

«Nous n'avons pas voulu porter de jugement. Nous avons voulu montrer, qu'en dehors des différences entre cégeps, la valeur accordée aux diplômes d'études collégiales varie selon les universités», a expliqué hier la rédactrice en chef adjointe du magazine, Mme Martine Demange.

Cette enquête a eu l'effet d'une bombe la semaine dernière dans les milieux d'enseignement collégial. La Fédération des cégeps, la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN) et les directions des collèges ont dénoncé la méthodologie retenue pour cette enquête. Les cégeps croient qu'on ne peut comparer des établissements qui dispensent un enseignement général ou professionnel, adapté aux besoins de clients distinctes.

L'article du bimensuel classe en effet qualitativement 51 des 54 collèges de langue française au Québec. Selon cette enquête, cinq collèges privés arrivent en tête du classement.

Le président de la Fédération des cégeps, M. Yves Sanssouci, craint que cet article ait une incidence sur le recrutement des cégeps jugés moins performants. «Si l'on se rend compte, à la fin de la période d'inscription au 1er mars, qu'il y a eu un impact, je peux vous dire que ça va barder», a-t-il indiqué.

De son côté, Mme Demange défend les critères de sélection retenus pour la classification. «Nous ne voulions pas favoriser les collèges privés. On s'est basé sur les données qui étaient disponibles et c'étaient souvent des données indirectes. Le problème, pour la plupart des cégeps, c'est qu'il n'existe pas d'évaluation institutionnelle. C'est inadmissible», a-t-elle poursuivi. Mme Demange considère que les collèges publics n'ont pas été sous-évalués lors de cette enquête. Au contraire, a-t-elle dit, le critère de l'encadrement pédagogique donne à chaque établissement la possibilité de se distinguer.

Elle estime que les directions des cégeps font de la désinformation en affirmant que *L'actualité* laisse entendre que seulement 30 p. cent des étudiants obtiennent

leur diplôme d'étude collégial (D.E.C.). «Nous savons tous que 60 p. cent des étudiants obtiennent leur diplôme. Le chiffre de 30 p. cent n'est qu'un taux pondéré pour représenter le taux de productivité moyen. Ces données sont même disponibles au ministère», a-t-elle dit.

La rédactrice en chef adjointe du magazine croit également que les cégeps ne sont pas justifiés de se plaindre du manque de transparence des journalistes. *L'actualité*, a-t-elle ajouté, a fait parvenir une lettre d'explication aux directeurs pédagogiques au début de l'enquête.

Par ailleurs, la Fédération des cégeps a songé à mettre sur pied une grosse campagne de promotion pour rassurer les parents et les élèves. Mais elle a décidé de laisser les clubs ambassadeurs de

chaque collège, formés de quelques personnalités influentes, continuer à faire leur propre travail de promotion.

Des collèges, comme le cégep Maisonneuve, ont envoyé une note de rectification à leurs étudiants. «Nous devons rétablir les faits», a indiqué le directeur général du cégep, M. Pierre Gribbeval. Le personnel du cégep devrait aussi recevoir une lettre de la direction. «Ça a eu un effet de démotivation sur les professeurs», a reconnu M. Gribbeval.

Quant au personnel du cégep du Vieux-Montréal, l'établissement arrivé dernier au classement, il est encore sous le choc, a indiqué sa directrice générale, Mme Luce Goerlach. «Mais ça va nous permettre de parler de façon positive de nos méthodes d'enseignement», a-t-elle repris.

HONDA DE SIGI VOUS FAIT ÉCONOMISER

CIVIC coupé

Super de luxe à compter de

9 901\$*



CIVIC berline

à compter de 10 845\$*

CIVIC coupé, 5 portes

à compter de

11 526\$*



PRELUDE S

à compter de 15 412\$*

* Transport et préparation en sus

LAVAL
Ste-Rose
HONDA
266, boul. Labelle
Ste-Rose, Laval
625-1953



Kuno Wittmer, 5 fois champion de rallye du Québec: «Pas étonnant qu'ils aient vendu près de 2 700 Honda, ils ont la qualité, la garantie, le service et les meilleurs prix en ville. Les chiffres sont là pour le prouver.»

MONTRÉAL
1110, Bleury
Montréal
879-1550

Des travaux à l'angle des rues Bridge et Wellington perturbent la circulation

La rue Bridge, au sortir du pont Victoria, est désormais carrossable toute la journée, entre les rues Mill et Wellington. Et aux heures de pointe, elle offre maintenant deux voies à sens unique, dans la direction du trafic.

C'est à cause d'importants travaux de raccordement d'égout, angle Bridge et Wellington, que la circulation est ainsi perturbée. Ces dispositions resteront en vigueur jusqu'au milieu de la semaine prochaine, selon le service des Travaux publics.

Mais les travaux se poursuivront plus à l'ouest, rue Wellington, où l'on compte fermer des sections de rue jusqu'en avril. On y change des égouts et conduites d'eau.

Par ailleurs, les automobilistes de la Rive-Sud qui empruntent le pont Victoria, le matin (entre 6 h et 9 h), ont maintenant deux voies à leur disposition en direction du centre-ville, entre Mill et Wellington.

En fin de journée, entre 15 h et

18 h, les deux voies du même tronçon sont réservées au trafic en direction du pont Victoria. On ne peut y accéder que par les rues de la Commune et Mill.

Ces dispositions obligent ceux qui vont à l'inverse du trafic d'emprunter des déviations pour sortir ou rejoindre le centre-ville.

Enfin, ce tronçon Mill-Wellington qui était jusqu'ici fermé entre les heures de pointe, est maintenant ouvert toute la journée, une voie dans les deux sens.



Centraide

ARGENT DISPONIBLE

Problèmes de liquidités, d'expansion? Compagnies établies seulement.

Rapid Finance Co. Ltd.
342-4488



GAGNEZ UNE PAIRE DE BILLETS POUR LES MISÉRABLES
TOUS LES DÉTAILS, AUJOURD'HUI, EN PAGE B 7

FABRICVILLE

LIQUIDATION D'URGENCE

SOLDE

PATRONS
Achetez-en 1
obtenez-en 1
GRATUIT
Détails en
magasin

Le solde se termine
SAMEDI 2 FÉVRIER

Venez voir
notre
COLLECTION
DE
PRINTemps
arrivages
quotidiens!

* sauf: articles de base,
mur à 2\$ et tissus
sélectionnés

150 cm Notre collection complète
TRICOTS ASSORTIS
prix cour. 7,98\$ le m
SOLDE 1,99\$ le m

115 cm
VELOURS CÔTELÉ
prix cour. 5,98\$ le m
Économisez 66%
solde 1,99\$ le m

À VENDRE ABSOLUMENT!
FANTAISIE POLYESTER
prix cour. 14,98\$ le m
Imprimées et unies
50% de rabais

STOCK COMPLET DE TISSUS* MAINTENANT
À **50% DE RABAIS et plus!**

150 cm
ÉTOFFE LOURDE
assortie
Économisez 75% tant qu'il en restera!
plusieurs collections
prix cour. 7,98\$ le m
1,99\$ le m

150 cm Notre collection complète
MOLLETON ARCTIC
prix cour. 19,98\$ le m
12,99\$ le m

115 cm assortie
POPELINE
SOLDE
prix cour. 4,79\$ le m
2,79\$ le m

150 cm assorti
TISSU POUR TAILLEURS
Tant qu'il en restera
prix cour. 9,98\$ le m
5\$ le m

150 cm assorti
TISSU D'AMEUBLEMENT
prix cour. jusqu'à 16,98\$ le m
5\$ le m

150 cm
FLANELLE SUSSEX
prix cour. 14,98\$ le m
6\$ le m

150 cm Notre collection complète
POPELINE SPORT
prix cour. 8,98\$ le m
4\$ le m

115 cm polyester
IMPRIMÉ CHIFFON CORINNE
prix cour. 12,98\$ le m
5\$ le m

150 cm Économisez 52%
TISSU LAINE SPORT
prix cour. 18,98\$ le m
9\$ le m

LIQUIDATION TISSU POUR TENTURES assorti
Économisez jusqu'à **50%**

RUBANS OFFRAY FERMETURES À GLISSIÈRE FILS/P. COATS GUTTERMAN
1/3 de rabais

FABRICVILLE
LE PLUS GRAND DISTRIBUTEUR DE TISSUS ET TENTURES AU CANADA
120 MAGASINS À TRAVERS LE CANADA
MEILLEURE QUALITÉ — MEILLEURS PRIX
En raison du manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins

• RUE SHERBROOKE, 7760, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec H1L 1A5
• STE CATHERINE, 354, Ste Catherine Ouest, Montréal, Québec H3B 1A1
• LAURENTIEN, 1240, boul. Laurentien, St-Laurent, Québec H4R 1J8
• SOMERLED, 6444, avenue Somerled, N.D.G., Québec H4V 1S4
• DOLLARD-DES-ORMEAUX, 2050, St-Regis, Dollard-des-Ormeaux, Québec H9P 1H6
• RUE BEAUMONT, 1178, rue Beaumont, Montréal, Québec H3P 3E0
• LASALLE, 1655, Dollard, LaSalle, Québec H3N 1T2
• TASCHEREAU, 605, boul. Taschereau, Greenfield Park, Québec J4V 2H8
• CHOMEDÉY, 1205, boul. Chomedéy, Laval H7V 2V5
• DE LA CONCORDE, 1950, boul. de la Concorde, Duvernay, Québec H7G 4P5
• SU PERE PLAZA, 5940, des Grandes Prairies, Saint-Leonard, Québec

354-0950
866-1821
324-0910
483-2685
683-4550
737-4755
365-8045
672-5884
688-1039
662-1880
329-2238

L'INNOVATION DES ÉCOLES DE COIFFURE



L'excellence de notre enseignement donne le ton et provoque des résultats assurés.

◀ **COURS DE BASE** (intensif 18 semaines) Début de la session 11 fév. 91

◀ **COURS DE PERFECTIONNEMENT**

Nicole Bisson
ÉCOLE DE COUPE INTERNATIONALE

Renseignements:
376-2128
4248, Bélanger est
Montréal

Culture personnelle (formation d'appoint) Permis du Ministère de l'éducation, FA 0017.

En huit mois, la vente illégale de cigarettes a privé le fisc de 28,3 millions

Québec pourrait poursuivre un certain nombre de personnes impliquées dans ce commerce illicite

YVES BOISVERT

Le ministère du Revenu du Québec a effectué une série de perquisitions dans la région métropolitaine, au mois de décembre, et étudie présentement la possibilité de déposer des accusations contre plusieurs personnes impliquées, à la fin des années 80, dans le commerce illicite de cigarettes à Kahnawake.

L'agent Yves Decelles, de Revenu Québec, affirme dans un affidavit, daté du 6 décembre et déposé depuis peu au Palais de justice de Montréal, que seulement de

décembre 1987 à août 1988 (huit mois!), ces ventes illégales ont privé le fisc québécois de quelque 28,3 millions de dollars.

La perquisition principale a été effectuée chez Nap Malenfant, de Saint-Laurent, un des principaux grossistes en cigarettes au Québec, propriété de M. Melvin Gold, de Westmount.

Nap Malenfant approvisionnait des commerces de cigarettes de Kahnawake, en particulier le Warrior Smoke Shop et le Dick's Smoke Shop, qui ont vendu pour des dizaines de millions de dollars de cigarettes sans percevoir les taxes de vente et sans détenir

de certificat (obligatoire) du ministère.

Le fisc soupçonne Nap Malenfant, par l'entremise de deux employés, d'avoir inscrit de fausses indications sur les bons de commande des cigarettes destinées aux commerces de Kahnawake, de façon à maquiller l'opération.

Ainsi, selon l'enquêteur Decelles, les employés de Nap Malenfant ont inscrit sur les bons de commande des cigarettes qui devaient aboutir à Kahnawake, le nom de transporteurs inexistant.

De plus, des factures de cigarettes achetées chez Nap Malenfant laissent croire que les cigarettes

sont destinées à l'extérieur du Québec, car elles ne portent pas la marque d'identification prescrite par la loi. Or, une filature a permis de démontrer que des camions loués par Richard Hill (de Dick's Smoke Shop) allaient non pas en Ontario, comme ils le devaient, mais plutôt à Kahnawake.

L'enquête a permis à l'agent Decelles de conclure qu'en plus de Hill, Philip Deering, de Kahnawake, Mike Daoui et Richard McNeely étaient les principaux intermédiaires entre les vendeurs de Kahnawake et Nap Malenfant.

McNeely, un mépris de 38 ans,

fait déjà face en Cour du Québec à une série d'accusations pour complot en vue d'évasion fiscale

de quelque 3,4 millions, relativement à la vente de cigarettes en 1988 et 1989.

GROSVENOR CANADA

CHEZ
Harrods

CHEZ
Harrods

HARRODS LONDRES FERME SON SALON DE LA FOURRURE

GROSVENOR

CANADA

LIQUIDE CE STOCK EXCLUSIF

SOLDE DE 4 JOURS SEULEMENT

À COMPTER D'AUJOURD'HUI

60% - 70%

DE RABAIS SUR LE PRIX COURANT

LISTE PARTIELLE DES MODÈLES:

	prix cour.	solde
Manteaux vison naturel foncé et acajou	4 800	1 995
Manteaux castor canadien rasé naturel	4 500	2 150
Splendides manteaux renard argenté russe	6 000	2 750
Manteaux vison sauvage canadien femelle M.K.R. naturel	13 500	5 995
Manteaux renard cristal russe exceptionnel	5 500	2 495
Manteaux zibeline barguzin russe naturelle	47 000	16 000
Manteaux vison canadien femelle foncé naturel	8 500	3 995
Manteaux lynx de Russie naturel	34 000	11 500
Manteaux chinchilla velours noir	27 000	9 900
Magnifiques manteaux vison femelle blackglama	13 500	5 995

PLUS UNE SUPERBE COLLECTION DE VESTES D'APRÈS-SKI EN VISON, DE MANTEAUX D'ÉCUREUIL DE RUSSIE, DE MANTEAUX ET PALETOTS DE ZIBELINE, DE MANTEAUX DE COYOTE, DE VISON RASÉ DE TOUTES TEINTES, DE MANTEAUX DE VISON, DE MANTEAUX 7/8^e ET DE VESTES DE TEINTES MODE.

Heures d'ouverture:
mercredi,
jeudi et
vendredi
jusqu'à 21 h
Samedi de
9 h à 18 h

**390/400, boul.
de Maisonneuve
ouest**

Rez-de-chaussée

288-1255

Principales
cartes de
crédit et
chèques
acceptés

Stationnement
juste à
côté
(remboursable)



Windows

Un environnement
plus net.

MS Excel 3.0	359
MS Word 1.1	279
PageMaker 3.01	569
Crosstalk 1.0	139
Ventura 3.0	599
ToolBook	359
PER:Form Pro	339
SuperBASE IV	589
CorelDRAW 2.0	489
Windows 3.0 A/F	109/129

...et plusieurs autres applications Windows
en spécial jusqu'au 28 février 1991.

646-2259

VEUILLEZ AJOUTER 4% SUR CARTE DE CRÉDIT

FAITES VOTRE PLACE AU SOLEIL!



Préparez votre carrière d'agent de
voyages au bon moment...

maintenant!

Juste avant la reprise économique!

SEANCE D'INFORMATION GRATUITE*

lundi, 4 février à 19h00

Début des cours: le 11 février 1991 POUR RÉSERVATION

*Places limitées. **521-1600**



Collège April-Fortier

Centre de formation en tourisme inc.

801, rue Sherbrooke est,
Bureau 100, Montréal
(à 3 minutes du métro Sherbrooke)



Ministère de l'Éducation # 749723

Le dernier privilège

ORSAY

**SOLDE DE MOBILIER
INTERNATIONAL**



DU 16 JANVIER AU 2 FÉVRIER
RÉDUCTION JUSQU'À

50%

1801, avenue du Parc 273-4479

Ne cherchez plus,
vous avez trouvé :

L'OASIS

CONDOMINIUMS

au coeur
du
centre-ville.



Découvrez à un prix exceptionnel le raffinement d'un espace privilégié:

- Structure tout béton
- Ascenseurs
- Insonorisation de qualité supérieure
- Système d'intercom
- Vaste terrasse
- Chauffage et climatisation individuels
- Garage intérieur
- Piscines, bain tourbillon et saunas
- Salle de conditionnement physique
- Vue panoramique

1070/1080 rue St-Mathieu
(coin boul. René-Lévesque ouest)

989-2981

Heures de bureau
Lundi au vendredi : 11h à 20h
Samedi et dimanche : 11h à 17h

FINANCEMENT



TRUST GÉNÉRAL

9³/₄%
Certains
conditions
s'appliquent.

Subvention de 2,5 millions de Québec pour les programmes éducatifs au Biodôme

GILLES GAUTHIER

■ Le gouvernement du Québec versera une subvention de 2,5 millions à la Ville de Montréal pour le financement des programmes éducatifs au Biodôme, qui est présentement aménagé dans le Velodrome du complexe olympique au coût de 45 millions.

Étalée sur quatre ans, à raison de 625 000 \$ par année à compter de 1991-92, la subvention sera consacrée aux programmes suivants: ateliers éducatifs, adaptarium, écolothèque, signalisation à caractère éducatif à l'intérieur des écosystèmes et matériel pédagogique.

Le Biodôme, dont l'ouverture est prévue pour juin 1992, recréera quatre écosystèmes vivants: forêt tropicale, forêt boréale, Saint-Laurent marin et monde polaire.

La transformation du Velodrome en Biodôme, au coût de 40 millions, est payée par le gouvernement du Québec. La Ville de Montréal fournit 5 millions pour les végétaux et animaux.

Le maître d'oeuvre de ce projet est la Régie des installations olympiques (RIO), à laquelle Montréal remettra la subvention de 2,5 millions, qui sera annoncée demain au cours d'une conférence de presse à Montréal.

On prévoit que le Biodôme attirera 1,1 million de visiteurs par an et que son budget de fonctionnement annuel sera de l'ordre de 8,5 millions. La gestion sera assurée par la Ville de Montréal et l'administration Doré envisage la création d'une société paramunicipale pour s'en occuper. Cette société pourrait également inclure le jardin botanique, l'Insectarium et le Planétarium.

Dans la convention signée avec Québec pour le versement de la subvention, la Ville s'engage à indiquer «clairement et de façon très visible» la contribution financière du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science pour la réalisation du Biodôme.

Les personnes handicapées n'ont pas à subir de discrimination, tranche un tribunal

Presse Canadienne
TORONTO

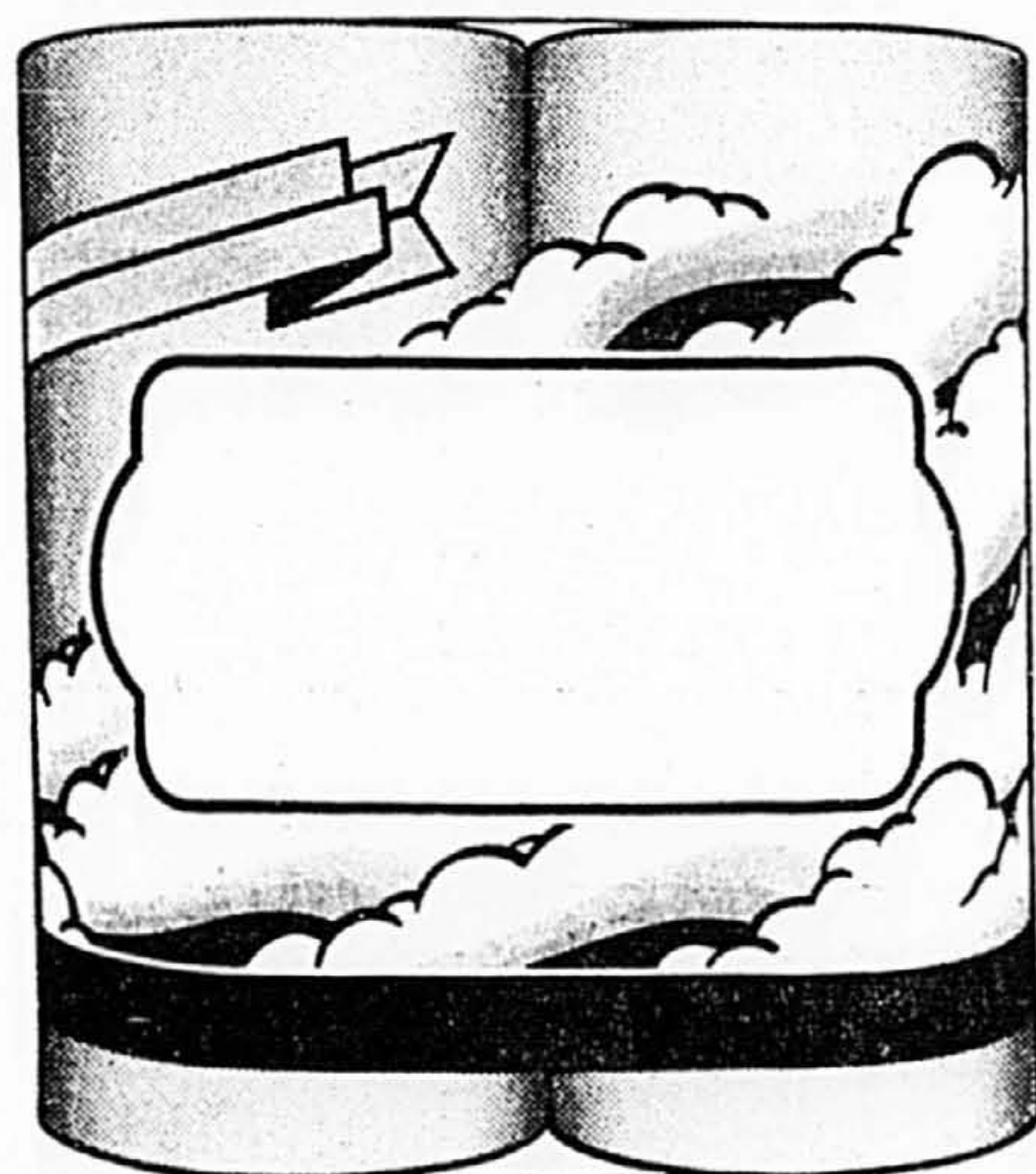
■ Une propriétaire qui a, à plusieurs reprises, traité de «retardée» une locataire atteinte de paralysie cérébrale devra lui verser 3 564 \$, à la suite d'une décision sans précédent de la Commission ontarienne des droits de la personne.

«C'est la première fois qu'on prouve devant un

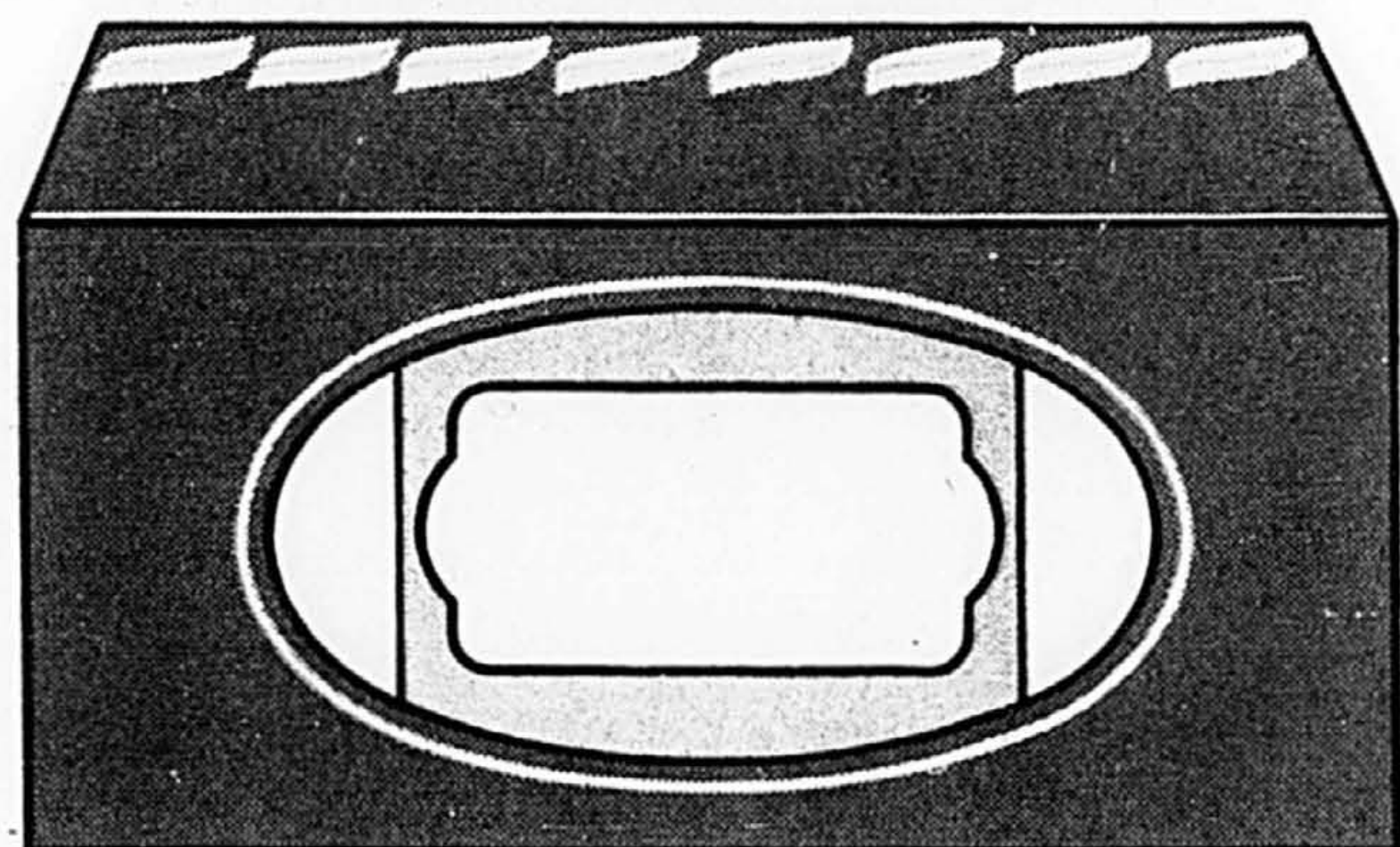
tribunal des droits de la personne au Canada qu'il y a eu harcèlement relié à l'accès au logement à cause d'un handicap», a signalé la commissaire en chef Catherine Frazee, hier.

Le tribunal a été mis sur pied par la Commission après que Mme Karen Aquilina, de Brantford, en Ontario, se fut plainte de Stephanie Pokoj, affirmant que celle-ci critiquait également sa façon de maquiller et sa vie sociale. La plaignante devait finalement quitter son appartement.

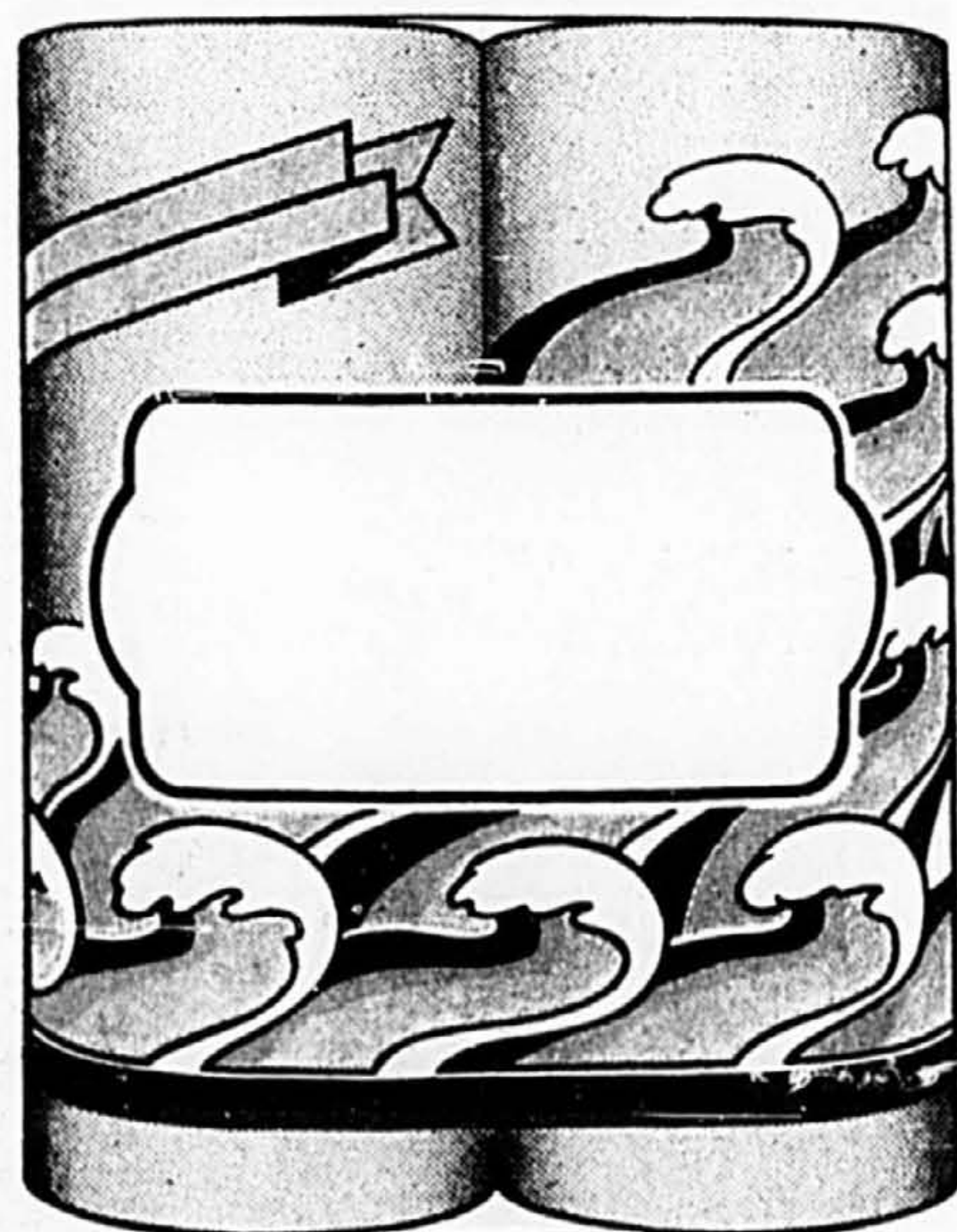
Quel nom donnez-vous
à un papier hygiénique
aussi doux?



À un papier-mouchoir
aussi résistant?



À un essuie-tout
aussi absorbant?

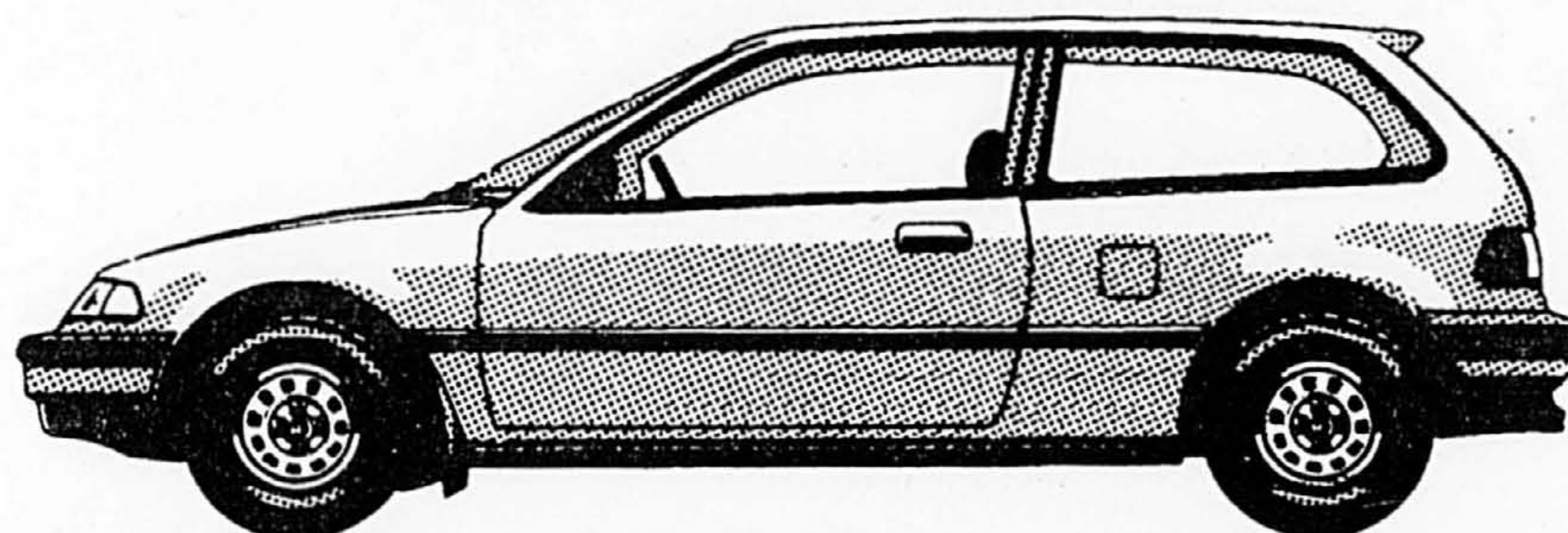


Vous aurez
moins
besoin de...



lorsque
vous aurez une...

HONDA CIVIC CX



5,8 Litres / 100 Km (sur autoroute)

Voyez tous ces accessoires standard !

- Compteur journalier • Télécommande de la trappe d'essence • Banquette arrière à dossiers rabattables • Télécommande du hayon • Essuie-glace à 2 vitesses balayage intermittent • Compartiment à monnaie • Éclairage d'accueil • Moquette intégrale
- Dégivreur de lunette • Chauffage à grand rendement et ventilateur à 4 vitesses
- Désembueurs de glaces latérales • Fixations de sûreté pour siège d'enfant • Rétroviseur jour-nuit • Blocage de sûreté de l'allumage
- Minces phares à halogène encastrés • Phares de jour • Moulures de protection latérales • Rétroviseur gauche télécommandé
- Pare-boue avant • Couvre-pare-chocs et bouclier avant et arrière en matériau amortisseur anticorrosion • Pneus radiaux 4 saisons, ceinturés d'acier • Passage des roues avant en matériau anticorrosion
- Peinture protectrice spéciale sur les panneaux latéraux inférieurs • Glaces teintées



OFFRE D'UN TEMPS LIMITÉ

185\$ par mois*

Bail de 60 mois

9 595\$*

Prix d'achat de base



*Modèle ED634 T.T.P. en sus

L'arme qui aurait servi à tuer Lagacé est unique en son genre au Québec

PIERRE BELLEMARE

■ Le Colt 38-40, l'arme qui aurait servi à assassiner Robert Lagacé à son domicile de Laval, le 11 septembre 1989, aurait été volé par Dollard Jos Arsenault environ deux ans plus tôt, au domicile du couple Donovan à La Minerve, un couple qui a des racines familiales communes avec l'accusé.

Cette arme de collection, acquise dans les années 20 par A. T. Donovan, aujourd'hui âgé de 93 ans et confiée aux soins d'un foyer d'accueil, est unique au Québec, sinon au Canada.

Selon le témoignage rendu hier, au Palais de justice de Montréal, par Dorothy Donovan, 68 ans, la femme du nonagénaire, il y avait longtemps que Dollard Arsenault convoitait ce Colt 38-40, portant le numéro d'enregistrement 25491.

Arsenault, dont c'était le 62e anniversaire de naissance dimanche, est accusé du meurtre de Lagacé, un homme de 47 ans qui refusait d'honorer une facture de 19510\$, parce qu'il était insatisfait des travaux de réparations effectués chez lui par l'accusé.

Ainsi, le 14 octobre 1987, Arsenault s'est arrêté au domicile de Mme Donovan à La Minerve, dans les Laurentides. Depuis 1984, la dame vivait seule, pendant que son mari avait trouvé refuge dans un foyer d'accueil.

«M. Arsenault a manifesté souvent son désir de prendre possession des armes de mon mari, particulièrement du Colt 38-40. Il s'arrêtait chez nous durant la période de la chasse», a déclaré la dame au tribunal.

Fenêtre à réparer

Dans la soirée du 14 octobre 1987, l'accusé Arsenault a demandé à Mme Donovan de lui montrer le Colt 38-40, qu'elle conservait sous clé dans une pièce de la maison, tout comme les autres armes de son mari.

«Je n'avais aucune raison de décliner sa demande», indique Mme Donovan, en précisant au jury qu'il fallait plusieurs clés pour avoir accès aux armes. Il fallait aussi passer d'une pièce à une autre, pour mettre la main sur les clés gardées dans diverses armoires, elles-mêmes verrouillées.

Au fil de la conversation, Mme Donovan a indiqué à son invité d'un soir qu'une fenêtre de sa maison exigeait des réparations. Arsenault s'est empressé de lui dire qu'il ferait le nécessaire pour réparer cette fenêtre.

Le matin du 15 octobre, Arsenault a quitté la maison vers 7 h et, une demi-heure plus tard, Mme Donovan s'est dirigée vers l'Annonciation. Elle avait dit à son «p'tit cousin» qu'elle ne serait pas de retour avant quelques jours.

En route vers l'Annonciation, Mme Donovan a aperçu Arsenault dans son auto, immobilisé non loin du rang de La Minerve. Arsenault l'a suivie un très court moment et Mme Donovan affirme ensuite avoir perdu sa trace.

A son retour à la maison, quelques jours plus tard, Mme Donovan a constaté que les armes de son mari avaient disparues, dont le Colt 38-40, ainsi que les munitions, tout comme sa guitare, un télescope et autres objets personnels.

Le Colt 38-40 a été retrouvé par les policiers de Laval dans la région de Sainte-Christine, non loin d'Acton Vale, enfoui dans un sac de plastique avec deux boîtes de munition. L'expert en balistique Robert Gaulin a déjà fait savoir au tribunal que les projectiles, découverts sur la scène du crime à Laval, provenaient de cette arme.

Martial Cloutier, beau-frère de l'accusé, a observé hier qu'il a vu le Colt 38-40 chez Arsenault en 1988, au moment où il l'aidait à construire sa maison.

La Couronne a maintenant établi sa preuve. La défense, assumée par Me Jean Arsenault, doit aujourd'hui faire entendre ses témoins et, parmi ceux-ci, figure l'accusé, Dollard Jos Arsenault.

Ciment Saint-Laurent réclame 18 millions de la CUM pour l'ex-carrière Demix

FLORIAN BERNARD

■ L'ancienne carrière Demix, à Montréal-Est, expropriée par la

Communauté urbaine de Montréal en janvier 1988, fait présentement l'objet d'une réclamation de 18 millions\$.

Tel est le montant qu'exige la compagnie Ciment Saint-Laurent Indépendant, en affirmant que la valeur de 5 millions, décernée par les procédures d'expropriation, il y a deux ans, n'est pas réaliste.

La CUM a payé, jusqu'à maintenant, environ 70 p. cent de 5 millions, soit la valeur des terrains expropriés. Mais il reste à déterminer la valeur des gisements dont Ciment Saint-Laurent Indépendant a été privée à la suite de l'expropriation de janvier 1988.

Cette carrière était anciennement la propriété des frères Miron, avant d'être acquise par Ciment Saint-Laurent Indépendant. L'entreprise allègue qu'elle aurait

pu continuer durant plusieurs années à exploiter la carrière.

Le comité exécutif de la CUM, face aux procédures qui débiteront sous peu, a retenu les services de la firme SNC Inc. dans le but de réaliser une étude d'évaluation minière et géologique de la carrière. Il s'agit de quantifier et d'évaluer le potentiel d'exploitation des gisements. Cette expertise sera essentielle à la CUM pour déterminer, devant le tribunal, sa propre évaluation de la valeur minière de la carrière. Le contrat de recherche octroyé à la firme SNC est de 36000\$.

La CUM n'a pas encore défini ses projets quant à l'avenir de la carrière. De son côté, l'administration du maire Yvon Labrosse, de Montréal-Est, souhaite que la carrière serve à l'enfouissement des cendres et résidus qui proviendront de la future usine régionale de tri et d'incinération des déchets. Des pourparlers sont en cours à ce sujet avec la CUM.

Un entrepreneur demande la saisie d'un bâtiment dans l'île Notre-Dame

GILLES ST-JEAN

■ Un entrepreneur ayant agi comme sous-traitant dans la construction du Chalet des baigneurs du Parc-Plage de l'île Notre-Dame demande à la Cour supérieure du Québec d'ordonner la vente en justice de l'édifice parce que l'entrepreneur qui lui a donné le contrat, Gestion Hélophil Ltée, lui devrait la somme de 112453\$.

La requête, déposée en Cour supérieure à Longueuil, soutient que Gestion Hélophil a versé au sous-traitant, Gestion A. Marier Ltée, une somme de 80000\$ en acompte, et que le 29 août dernier, A. Marier Ltée a fait enregistrer un privilège de sous-entrepreneur contre l'immeuble, alors propriété de la Ville de Montréal.

Disant n'avoir reçu aucune autre somme que l'acompte, A. Marier Ltée demande donc que le Chalet des baigneurs soit grevé d'un privilège en sa faveur et qu'il soit vendu en justice si Hélophil ne lui verse pas la somme réclamée.

COURS DE CHANT

LA RELEVÉ LYRIQUE DU QUÉBEC
Technique vocale
Solfege
Repertoire
Interprétation
Concerts d'élèves
Sous la direction de René Bérge, pédagogue expérimenté, boursier à Rome en 1955, carrière européenne.
389-7772

ATTENTION

Vous êtes une personne amputée?
Vous avez besoin d'aide?
Contactez-nous.
La Croix Brisée du Québec
(514) 442-9999

FLORIDE Pompano Beach

GRANDES VILLAS-CONDOMINIUMS NEUVES

1443 pi car., 2 chambres à coucher, 2 salles de bain, balcon 10 x 20, sur le golf, près plage et tennis, site extraordinaire, à partir de

89.184\$ COMPTANT: 8500\$

financement hypothécaire 8 1/2%

(514) 274-4288



Université de Montréal

Pour mieux gérer l'environnement

La Faculté des études supérieures vous offre le programme

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (D.E.S.S.) EN ENVIRONNEMENT ET PRÉVENTION

Date limite d'admission: le 1^{er} mars 1991.

Renseignements:
Mme Hélène Brissette
343-2280

COUPEZ

Rêvez grandeur nature sur les écrans soleil de Tourbec



SPÉCIAUX VALIDES DU 1^{er} FÉV. AU 25 FÉV.

AVION + HÔTEL + TRANSFERT

• Métro Sherbrooke 288-4455

• Métro CDN 342-2961

• Métro McGill 842-1400

• Métro Peel 499-9930

• Rosemont 593-1010

• St-Lambert 466-4777

• LAVAL 662-7555

• Sherbrooke (819) 563-4474

• Québec (418) 522-2791

• Ligne sans frais: 1-800-361-7517

PERMIS DU QUÉBEC

1 semaine à partir de

CANCUN

Hôtel PARAISSO RADISSON (5 étoiles) **459\$**

Crédit boisson ou nourriture (par chambre, par sem. 100 \$ US)

PRIX PAR PERS. (BASE 2) 1 SEM 2 SEM

RÉP. DOMINICAINE

Yaroa	399	479
Village Caribe	469	699
VOL SEULEMENT	289	289

VENEZUELA

Doral Beach (Ch.)	459	679
Club Lecheria	359	459

CANCUN

Paraisso Radisson*****	459	669
Verano Beat	369	499
Costa Del Mar	349	459
VOL SEULEMENT	299	299
VOL DÉPART 15 FÉV.	269	269

Taxes et frais de service en sus (entre 169 et 217\$). Surcharge de carburant en sus. Consultez-nous pour les conditions de réservation. Départ du 23 février. Supplément de 50\$ par personne.

COUPEZ L'HIVER EN DEUX!

VISITEZ LES 3 SALONS DE LA RÉUSSITE

ENTRÉE GRATUITE AVEC CETTE ANNONCE



VOIR NOTRE GUIDE OFFICIEL PAGES G 5-6-7

DES CENTAINES DE CONFÉRENCES, D'EXPOSANTS ET DE CONSULTATIONS



- LES BONS ACHATS
- LES GRANDES FORTUNES
- INVESTIR DANS LES TERRAINS
- GÉRER SA PROPRIÉTÉ À REVENUS
- LES CONDOS
- RÉSIDENCES SECONDAIRES
- CLINIQUE SUR LA TPS
- CHOIX D'HYPOTHÈQUES
- RÉNOVATIONS-INVESTISSEMENT
- COMMENT VENDRE SA MAISON

- LES REER PAYANTS
- LES MEILLEURS TAUX D'INTÉRÊT
- LES FONDS MUTUELS GAGNANTS
- CONSULTATIONS SUR VOS IMPÔTS
- LES EXEMPTIONS À RÉCLAMER
- LOGICIELS POUR GAGNER À LA BOURSE
- LES VRAIS ABRIS FISCAUX
- COMMENT CHOISIR UN FEER
- LA RETRAITE DANS LE SUD
- LA LOI 146 ET VOS BIENS

- CARRIÈRES D'AVENIR
- RETOUR AUX ÉTUDES
- CHOIX DE COURS
- CLINIQUE D'ORIENTATION
- LE C.V. GAGNANT
- LES PÉNURIES D'EMPLOI
- CONFÉRENCES DE MOTIVATION
- L'ÉDUCATION DE VOS ENFANTS
- PRÊTS ET BOURSES
- COMMENT PARTIR EN AFFAIRES

La Presse

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

25 ANS

1^{er} AU 4 FÉVRIER PLACE BONAVENTURE

VENDREDI AU LUNDI 12h-22h,

PLUS

Spécial Connaisseurs

- * PEINTURE * SCULPTURE
- * ANTIQUITÉS
- * OBJETS DE COLLECTION
- * TIMBRES ET MONNAIES
- * CHEVAUX DE COURSE

Mandela et Buthelezi s'engagent à faire cesser les violences

d'après Reuter et AFP

DURBAN

Les dirigeants rivaux des deux plus grands mouvements anti-apartheid d'Afrique du sud, Nelson Mandela et Mangosuthu Buthelezi, se sont engagés hier à rétablir la paix dans les cités noires et ont demandé à leurs partisans de mettre sans délai un terme aux violences.

Le vice-président du Congrès national africain (ANC) et le président du Parti de la Liberté-Inkatha ont estimé, après huit heures d'entretiens, que leur première rencontre en trois décennies était un grand succès.

« Nous appelons tous nos partisans (...) ainsi que nos alliés, à cesser immédiatement toute attaque réciproque et à faciliter la recherche de la paix dans notre communauté », ont déclaré les deux dirigeants noirs dans un communiqué commun.

Après leurs huit heures de discussions dans un hôtel de Durban, ils se sont congratulés et ont plaisanté. Ils ont éludé les questions sur leurs différends politiques. « La rencontre a été une percée », a dit Nelson Mandela.

La déclaration commune, lue par MM. Mandela et Buthelezi au cours d'une conférence de presse conjointe, demande aux militants des deux organisations de cesser

« immédiatement » leurs affrontements, qui ont fait plus de 5000 morts depuis 1985 dans les ghettos noirs du Natal et — plus récemment — du Transvaal, et de ne plus avoir recours à « l'intimidation ».

Elle affirme surtout le soutien des deux mouvements à « la tolérance politique » et leur droit mutuel « à exister (...) avec leurs propres politiques et programmes ». Il s'agissait là de la principale exigence du chef Buthelezi, qui reprochait à l'ANC de nier le droit à l'existence de l'Inkatha.

Buthelezi a obtenu gain de cause sur un autre point qui lui tenait particulièrement à cœur, puisque le texte appelle les militants des deux organisations à renoncer aux « agressions verbales » contre l'autre camp. Le chef de l'Inkatha avait consacré la moitié de son allocution d'ouverture à dénoncer par leurs noms certains dirigeants de l'ANC l'ayant personnellement attaqué ces dernières années. Comme l'avait souhaité Buthelezi, l'accord propose ainsi la rédaction d'un « code de conduite ».

Par ailleurs, le dirigeant de l'Inkatha et sa délégation ont eu l'immense satisfaction d'entendre Nelson Mandela déclarer lors de la conférence de presse que les deux mouvements « font partie des forces anti-apartheid dans ce pays ». Cette petite phrase est ca-



Nelson Mandela, à gauche, et Mangosuthu Buthelezi.

PHOTO AP

pitale pour Buthelezi et son parti, que l'ANC a traités pendant des années de créations et de serviteurs de l'apartheid.

L'ANC et l'Inkatha ont aussi décidé l'organisation d'une visite commune par MM. Mandela et Buthelezi des zones affectées par le carnage et sont convenus d'avoir d'autres rencontres « au plus haut-niveau de temps en temps lorsque le besoin s'en fait sentir ».

La principale question que soulève le texte — souvent vague et confus — de l'accord est de savoir si les directions des deux mouvements parviendront à convaincre leurs bases de le respecter.

M. Buthelezi était à la tête d'une délégation de 67 personnes, alors que celle de l'ANC comprenait 20 membres, parmi

lesquels tous les ténors de ce mouvement (dont de nombreux dirigeants du Parti communiste, allié de l'ANC).

Dans son allocution d'introduction, dont la copie a été distribuée à la presse, le chef Buthelezi a souligné le véritable enjeu de ces discussions en affirmant : « Nous avons besoin d'une déclaration honnête et sans équivoque de l'ANC (reconnaissant) que l'Inkatha est une organisation politique légitime » et qu'elle « a sa place à la table des négociations » pour une nouvelle constitution.

Pour sa part, M. Mandela a, au contraire, prononcé une allocution très diplomatique, dépourvue de la moindre critique, affirmant notamment que « nous n'avons pas d'autre choix que de coexister ».

Gorbatchev crée une commission sur la loi et l'ordre

d'après AFP et Reuter

MOSCOU

Mikhaïl Gorbatchev a créé hier une commission présidentielle sur la loi et l'ordre, dirigée par un jeune avocat élu au parlement, Youri Golik.

Cette commission coordonnera la lutte contre le sabotage économique, le vol, la corruption et les atteintes à la vie, à l'honneur, à la santé et aux biens des citoyens, selon l'agence Tass. Le décret présidentiel semble concerner principalement le KGB (sécurité d'État) et la milice (police).

Il s'agit de la quatrième décision annoncée en une semaine par la direction soviétique, portant sur la maintien de l'ordre et le contrôle des activités économiques dans le pays.

Un décret rendu public samedi dernier octroie au KGB le droit de procéder à des perquisitions dans les locaux commerciaux sans mandat, de saisir les dossiers et fichiers et de geler des comptes.

Le gouvernement de la Fédération de Russie a dénoncé hier le projet du Kremlin de renforcer la sécurité dans tout le pays en confiant une partie du maintien de l'ordre à des patrouilles conjoints de l'armée et de la police. Il a estimé dans un communiqué que l'apparition de ces patrouilles, à partir de vendredi, pourrait déstabiliser la situation politique et a demandé la suspension du projet.

Contre la criminalité

Les ministères soviétiques de l'Intérieur et de la Défense ont expliqué que ces patrouilles de l'armée dans les grandes villes du pays étaient nécessaires pour lutter contre l'augmentation de la criminalité.

Mais le gouvernement russe, dont le président est Boris Eltsine, rival réformiste de Mikhaïl Gorbatchev, estime que la situation ne l'exige pas et que cette mesure viole au contraire la constitution et la législation militaire.

L'ordre conjoint du ministre de l'Intérieur Boris Pugo et du

ministre de la Défense Dimitri Yazov — deux « durs » placés ces derniers mois à des postes clés par Mikhaïl Gorbatchev — est signé du 29 décembre. Mais son existence n'a été révélée que la semaine dernière. Il a depuis été condamné par le conseil municipal de Moscou et les dirigeants indépendants des républiques baltes.

Cet ordre, dont le texte exact n'a pas encore été rendu public, stipule que ces patrouilles seront utilisées « en cas de manifestations, d'événements politiques importants ou les week-ends et les jours de fête si nécessaire », selon l'agence non officielle Interfax.

Un jeune déserteur gravement blessé

Par ailleurs, en Lituanie, un jeune déserteur lituanien de l'armée soviétique a été gravement blessé par des militaires hier matin lors d'un contrôle routier près de Vilnius et n'a « aucune chance de survivre », ont indiqué des sources hospitalières dans la capitale lituanienne.

Jonas Tautkus se trouvait à bord d'une voiture en compagnie d'un ami sur la route reliant Vilnius à Kaunas lorsque leur véhicule a été arrêté par les militaires qui avaient dressé un barrage routier. Le jeune homme a reçu une balle alors qu'il tentait de s'enfuir, selon un porte-parole du gouvernement lituanien.

Enfin, le parlement séparatiste de la république soviétique de Géorgie a approuvé hier la création d'une armée autonome devant remplacer les forces soviétiques stationnées sur son territoire. Les députés ont adopté à l'unanimité une résolution affectant les jeunes hommes à une « Garde nationale » pendant une période de transition jusqu'à la sécession complète d'avec l'Union soviétique.

Le président Mikhaïl Gorbatchev a jusqu'ici dénoncé les tentatives d'autres républiques de constituer leurs propres armées. Cette décision de la Géorgie devrait entraîner une réaction semblable du Kremlin.

Le report du sommet ne trouble pas les Soviétiques

d'après Reuter et AFP

MOSCOU

Le report du sommet Bush-Gorbatchev de février n'a pas inquiété outre-mesure les responsables soviétiques. Mais des signes sont apparus dans la presse d'une possible offensive des conservateurs contre les États-Unis et l'Occident à propos de la situation dans les États baltes.

Les États-Unis ont fait tous leurs efforts pour ne pas embarrasser le président Mikhaïl Gorbatchev en annonçant le report du sommet américano-soviétique de Moscou, qui traduit pourtant un refroidissement des relations bilatérales.

C'est la première fois qu'une pareille décision est prise depuis

1960, quand Nikita Khrouchtchev avait annulé une rencontre avec Dwight Eisenhower après qu'un missile soviétique eut abattu un avion espion américain.

Cependant, en expliquant lundi les raisons de cet ajournement, le secrétaire d'État James Baker a soigneusement évité de mentionner la répression dans les pays baltes pour ménager M. Gorbatchev. Sa déclaration commune avec son homologue Alexandre Bessmertnykh n'évoque que la guerre du Golfe et le retard pris dans les négociations sur le désarmement.

D'après des responsables américains qui ont requis l'anonymat, M. Bessmertnykh aurait fait valoir que soulever la question balte n'aurait fait que renforcer les conservateurs à Moscou. Ils

auraient conclu que le sommet étant de toute façon compromis, le Kremlin n'avait rien à perdre en reprenant en mains les indépendantistes baltes.

De plus, les négociateurs soviétiques insistent sur une interprétation jugée inacceptable par l'OTAN du traité sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, signé en novembre dernier.

M. Bush n'a pas intérêt à s'aliéner les Soviétiques en pleine crise du Golfe alors qu'ils ont coopéré jusqu'ici de façon exemplaire. Mais là non plus, la position de Moscou n'est pas claire.

M. Bessmertnykh a mis une sourdine lundi à ses mises en garde contre des destructions et des pertes de vies humaines excessives en Irak. Hier, pourtant, le

porte-parole de M. Gorbatchev, M. Vitaly Ignatenko, a annoncé « une liste de propositions concernant la situation militaire dans le golfe Persique pour qu'elle se normalise », soumises à plusieurs chefs d'État dont M. Bush.

La crainte des dirigeants américains est que l'URSS n'appuie les propositions de cessez-le-feu avancées par des pays non alignés et du Maghreb avant que les forces irakiennes n'aient été contraintes de quitter le Koweït.

Pour le Washington Post, l'attitude de Moscou « au moment où le gouvernement américain laisse à M. Gorbatchev le bénéfice du doute » est « une curieuse façon d'agir ».

Malgré tout, M. Ignatenko a assuré hier que la « compréhension » soviéto-américaine était « difficile à ébranler », malgré le report du sommet de février.

LA RÉUSSITE EN TÊTE

Au présent... pour le futur

Le Cégep offre également tous les programmes préuniversitaires et les programmes techniques suivants: Techniques de soins infirmiers, Techniques d'éducation en services de garde, Techniques de travail social, Techniques d'éducation spécialisée, Techniques de bureau et Techniques administratives.

dans les techniques de pointe !

- Transformation des matériaux composites
- Génie mécanique
- Informatique
- Électrodynamique
- Laboratoire médical

AU PRÉSENT ♦ AU FUTUR

- Des laboratoires ultra-modernes et complets
- Des perspectives de carrière stimulantes et variées
- Des professeurs compétents et disponibles
- Une excellente rémunération
- Un encadrement pédagogique de qualité
- Des possibilités d'avancement prometteuses
- Un environnement physique et humain exceptionnel
- Un accès direct au baccalauréat en génie, en
- Une expertise unique au Canada en matériaux composites
- Des résidences confortables et sécuritaires
- matériaux composites et en génie mécanique



Cégep de Saint-Jérôme

455, rue Fournier
Tél.: (514) 436-1580

Pour informations: Service de l'aide pédagogique individuelle, poste 144 (Date limite d'admission: 1^{er} mars 1991)

ILS EMPLOIENT NOS DIPLOMÉS
Canadian, IBM, Bell, Eurocopter
Metrol, GEC Canada, Helcan,
Armex, Bell Helicopter Textron,
Bombardier, Xerox, Rolland Inc.,
Groupe BAAI, Durochem, Mueller,
Price Wilson, Unepromex, etc.

Faites-en provision... c'est le Secret!

Achetez-en deux à prix courant et obtenez-en un en prime!

Si vous en voulez plus pour votre argent et si vous recherchez le meilleur rapport qualité-prix, ne manquez pas de profiter de l'événement Secret chez Eaton. En ce moment, à l'achat de deux de ces modèles de bas-culottes, vous en recevrez un autre du même modèle sans frais supplémentaires! Voilà une excellente occasion!

- Modèle 4460 « Jour à jour » Secret avec culotte et pointes renforcées; fourche de coton. Ton neutre, taupe, gris pâle ou ombrage. Tailles: A, B, C, D, Q. 2.95 ch. Pas à: Beloeil, Anjou, Cavendish, Saint-Bruno, Rockland.
- Modèle 4480 Secret à culotte de maintien avec pointes renforcées. Culotte avec spandex. Ton neutre, taupe, marine, ombrage ou noir. Tailles: A, B, C, D, E. 3.75 ch. Pas à: Beloeil, Saint-Bruno.
- Modèle 4490 Secret à culotte de maintien avec pieds sandale. Culotte avec spandex. Ton lin, neutre, argent ou noir. Tailles: A, B, C, D. 3.75 ch. Pas à: Beloeil, Anjou, Saint-Bruno, Laval, Rockland.
- Modèle 2525 « Superfin » Secret avec culotte de maintien, pieds sandale et fourche de coton. Ton lin, neutre, presque noir ou noir. Tailles: A, B, C, D. 4.25 ch. Pas à: Beloeil, Saint-Bruno, LaSalle, Rockland.
- Modèle 2565 « Superfin » Secret à 15 deniers. Pointes renforcées. Ton neutre, presque noir, noir ou ivoire. Tailles: A, B, C, D, Q. 3.75 ch. Pas à: Beloeil, Anjou, Cavendish, Saint-Bruno, LaSalle.

6. Modèle 4436 diaphane soyeux Secret à culotte de maintien avec pointes renforcées. Ton lin, neutre, marine ou noir. Tailles: A, B, C, D. 4.75 ch. Pas à: Beloeil, Saint-Bruno, LaSalle.

7. Mi-bas modèle 485 Secret avec pointes renforcées. 2 paires par paquet. Noir, vanille, beige ou taupe. Pointure unique 9 à 11. 2.75 le paquet Pas à: Beloeil, LaSalle.

8. Mi-bas taille forte modèle 458 Secret avec pointes renforcées. 2 paires par paquet. Beige, taupe, marine ou noir. Pointure unique 9 à 11. 2.75 le paquet

Offre en vigueur jusqu'au 9 février 1991. Vendus à ou par tous les magasins Eaton, sauf indications contraire. Rayon 201. Venez ou composez 284-8484.



HEURES DE MARCHÉ EATON
CHICAGO: lun., mar., mer., 10h à 18h; jeu., ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h.
AUTRES MAGASINS EATON: lun., mar., 10h à 18h; mer., jeu., ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h.

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

En représailles, Israël pilonne des positions palestiniennes au Sud-Liban

d'après AFP et Reuter
TYR

■ Quelques heures après des tirs revendiqués par l'OLP en direction de son territoire, Israël a riposté en pilonnant, hier soir, un camp de réfugiés ainsi que des positions palestiniennes et du Hezbollah chiite pro-iranien au Liban-Sud.

Trois Palestiniens ont été tués et huit blessés, selon un nouveau bilan de sources hospitalières, dans le bombardement du camp de Rachidiyé, qui abrite 17 000 habitants, au sud de la ville portuaire de Tyr, et auquel ont participé la marine, l'artillerie et un hélicoptère israéliens.

Deux vedettes israéliennes qui s'étaient rapprochées de la côte ont mitraillé pendant une heure la plage de Rachidiyé et les combattants de l'OLP présents dans le camp tiraient à la mitrail-

leuse lourde en direction des bâtiments de guerre.

Dans le même temps, le camp était bombardé, au rythme d'un obus à la minute, par l'artillerie lourde installée dans la « zone de sécurité » créée et occupée par Israël au Liban, à moins de 10 km au sud de Rachidiyé.

Dans le même temps et durant deux heures, l'artillerie israélienne a pilonné, à une quarantaine de kilomètres plus à l'est, des positions du Hezbollah chiite pro-iranien et des positions palestiniennes sur les hauteurs de l'Iqlim Al-Toufah, ont indiqué des sources de services de sécurité.

Des dizaines d'obus se sont abattus sur les localités de Mlita, d'Ain Boussoar, de Jbaa, et de Louayzé, fief de la formation intégriste, ainsi que sur le village de Sarba où l'OLP dispose d'une base, a-t-on précisé de même source, sans être en

mesure de faire état d'un bilan éventuel de victime.

Ce pilonnage nocturne intervient en riposte aux tirs revendiqués par l'OLP, qui a affirmé avoir lancé à l'aube « 80 roquettes Grad sur quatre colonies de peuplement en Galilée », dans le nord d'Israël.

À Jérusalem, une source militaire a affirmé que des dizaines de fusées Katioucha se sont abattues dans la « zone de sécurité », à quelques mètres de la frontière.

L'OLP entendait ainsi « marquer son engagement aux côtés de Bagdad et illustrer la communauté de destin entre la Palestine occupée et l'Irak », a affirmé Zeid Weddeh, haut responsable de la centrale palestinienne au Liban-Sud.

Cependant, l'OLP a démenti à Tunis que son chef, Yasser Arafat, ait ordonné aux forces palestiniennes du Sud-Liban de bombarder Israël pour soutenir l'Irak

dans la guerre du Golfe. « Les déclarations de Zeid Wehbeh n'expriment que son point de vue » et il a reçu une « mise en garde », afin qu'il s'abstienne de faire des déclarations sans fondement, a-t-on appris dans les milieux proches de l'OLP.

Par ailleurs, le dirigeant palestinien Sari Nusseibeh a été emprisonné sans jugement hier pour six mois pour espionnage au profit de l'Irak par les autorités israéliennes. Le ministère israélien de la Défense a déclaré qu'il avait été incarcéré pour avoir « collecté des informations pour les services de renseignement irakiens, notamment après les attaques de missiles sur Israël ».

La censure militaire israélienne interdit de communiquer l'endroit précis où ont atterri les missiles. Depuis le début de la guerre du Golfe, l'Irak a tiré 26 missiles Scud sur Israël.

Le chargé d'affaires palestinien à l'ONU, Nasser Al-Kidwa, a lancé un

« appel urgent » au secrétaire général de l'ONU sur la situation des Palestiniens vivant depuis 12 jours sous couvre-feu dans les territoires occupés par Israël.

Yasser Arafat a enfin affirmé qu'Israël était militairement « impliqué » dans la guerre du Golfe depuis son déclenchement, dans un entretien diffusé hier à la télévision française.

« Certains de leurs avions participent aux attaques à partir de bases américaines. En plus, des missiles sont tirés depuis le désert du Néguev contre la partie ouest de l'Irak », a-t-il déclaré.

Selon lui, « certaines parties des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ont commencé à connaître la famine à cause du couvre-feu » imposé par l'armée israélienne depuis treize jours. « En Europe, aux États-Unis, on n'a pas protesté contre ce crime contre l'humanité », a-t-il lancé.



Des cadavres et des débris de toutes sortes jonchent les rues de Mogadishio.

PHOTO AP

La Somalie a un nouveau président: l'homme d'affaires Ali Mahdi Mohamed

d'après AFP et Reuter
NAIROBI

■ Trois jours après avoir pris le contrôle de Mogadishio, le Congrès de la Somalie unifiée (USC) a nommé hier l'homme d'affaires Ali Mahdi Mohamed à la présidence, en remplacement de Mohamed Siad Barré.

Ce dernier se trouverait toujours en Somalie, selon des rebelles.

Lors de son investiture au quartier-général de la police de la capitale, le nouveau président par interim a prêté serment, la main sur le Coran, devant une foule de rebelles en armes qui criaient « Allah Akbar » (Dieu est grand). « Ma première tâche sera de former un nouveau gouvernement. Mon titre n'est que provisoire. Mais je voudrais promettre d'utiliser avec justice cette brève période où je serai à la tête de l'Etat », a déclaré Ali Mahdi Mohamed, 52 ans, qui détient tous les pouvoirs exécutifs.

Il assumera le pouvoir atten-

dant la formation d'un gouvernement démocratique regroupant l'ensemble des mouvements d'opposition somaliens, qu'ils soient à l'intérieur du pays ou en exil à l'étranger, a-t-on précisé de source proche de l'USC à Nairobi.

« Tout le pays est en crise », a dit Ali Mahdi Mohamed. « Nous lançons un appel international pour y remédier le plus vite possible (...) Notre priorité est d'organiser des élections libres le plus tôt possible », a-t-il ajouté.

Le président déchu, Mohamed Siad Barré, a fui dimanche une capitale somalienne dévastée. Dans les rues, des fosses communes creusées à la hâte témoignent de la violence des combats qui ont opposé pendant plus de quatre semaines forces gouvernementales et rebelles.

L'ancien président, qui a gouverné sans partage la Somalie pendant 21 ans, tenterait de rejoindre le Kenya. Selon le Mouvement patriotique somalien (MPS), il aurait fait croire aux habitants de la ville côtière de Kismayu qu'il avait déjà atteint la

petite île de Lamu, en territoire kenyan.

En fait, il se dirigeait semble-t-il hier en voiture vers sa ville natale de Garba Harre, à 380 kilomètres de Mogadishio et 80 kilomètres de la ville-frontière de Mandera (Kenya), a dit un porte-parole du MPS.

Les rebelles du MPS, alliés à ceux de l'USC, essayent de rattraper Mohamed Siad Barré avant qu'il ne franchisse la frontière avec le Kenya, selon ce porte-parole.

Le Kenya avait annoncé lundi qu'il accueillerait l'ancien président somalien si celui-ci cherchait refuge sur son territoire.

Le père Aristide à Paris annonce la lutte contre les trafiquants de drogue

d'après AFP et Reuter
PARIS

■ Le président élu d'Haïti, le père Jean-Bertrand Aristide, a annoncé hier son intention de combattre les trafiquants de drogue haïtiens ou étrangers, qualifiant ce trafic de « cancer ».

« Le trafic de drogue n'a pas de nationalité car il a tellement de complicités. C'est tout un réseau, nous avons des dossiers et nous allons suivre les pistes », a-t-il souligné au cours d'une conférence de presse. Il est toutefois resté discret « pour des raisons évidentes » sur la stratégie qu'il va suivre « afin de lutter contre un des cancers d'aujourd'hui ».

Le père Aristide, qui achève une visite officielle de 48 heures en France, a expliqué au président François Mitterrand les besoins économiques de son pays, l'un des plus pauvres du monde, et a évoqué le processus démocratique.

« Nous allons remporter la victoire grâce à la coopération internationale. Les macoutes peuvent essayer de reprendre le pouvoir par un coup d'Etat. Nous sommes convaincus qu'ils n'y arriveront pas. Désormais, le tournant démocratique s'annonce définitif », a-t-il dit à la presse, en faisant allusion aux tontons macoutes, ancienne garde prétorienne des dictateurs Duvalier.

Le père Aristide a comparé à nouveau « la guerre invisible » contre la pauvreté et pour la démocratie qui se déroule en Haïti et celle « visible » du Golfe.



Le père Aristide et le président Mitterrand, à l'Élysée.

PHOTO REUTERS

« Nous allons remporter la victoire grâce à la participation de tout notre peuple », a-t-il dit.

Il a dénoncé les anciens miliciens duvaliéristes, les tontons macoutes, révélant qu'il était en train d'examiner le dossier de Jean-Claude Duvalier, qui est réfugié et assigné à résidence dans le sud de la France. Interrogé sur une éventuelle demande d'extradition de l'ancien président à vie surnommé « Bébé Doc », il a seulement déclaré que « le dossier était à l'étude ».

Le père Aristide, qui, dans le passé, avait dénoncé dans ses prêches l'impérialisme américain, a affirmé que les relations entre Washington et Haïti étaient « très bonnes ». « C'est à partir de ce vécu positif que nous envisageons l'avenir », a-t-il dit.

Il a également indiqué que les nouveaux dirigeants haïtiens allaient se pencher très rapidement sur les relations entre Haïti et la République dominicaine et envisager un projet d'union.

Elic • VISA • MASTERCARD • CHÈQUE PERSONNEL ACCEPTÉ

VENTE D'ENTREPÔT DU MANUFACTURIER



Ord.: 179,99
89,99\$*

Halogène 150 watts



Ord.: 139,99
69,99\$*

Lampe de table
Halogène 50 watts
2 intensités

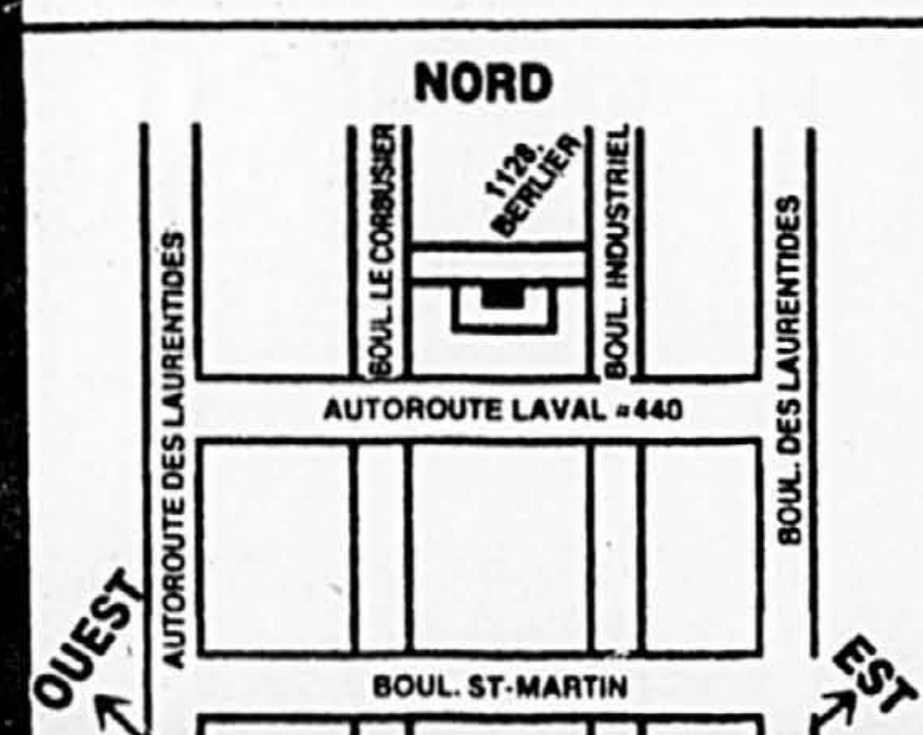
NOMBREUX
autres spéciaux, retours
de marchandises, etc.

4 DERNIERS JOURS

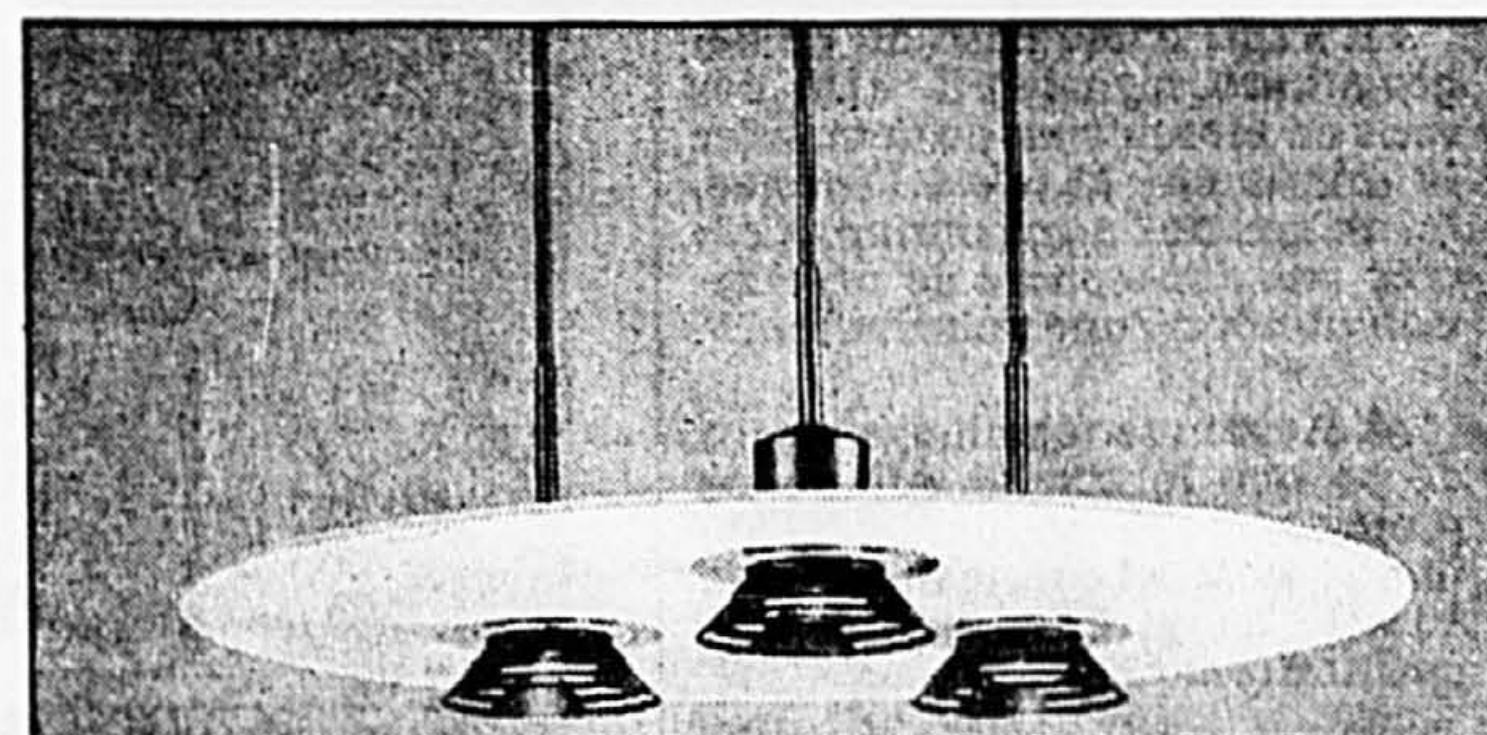
2 pour 69,99\$*

Ord.: 79,99
39,99\$*

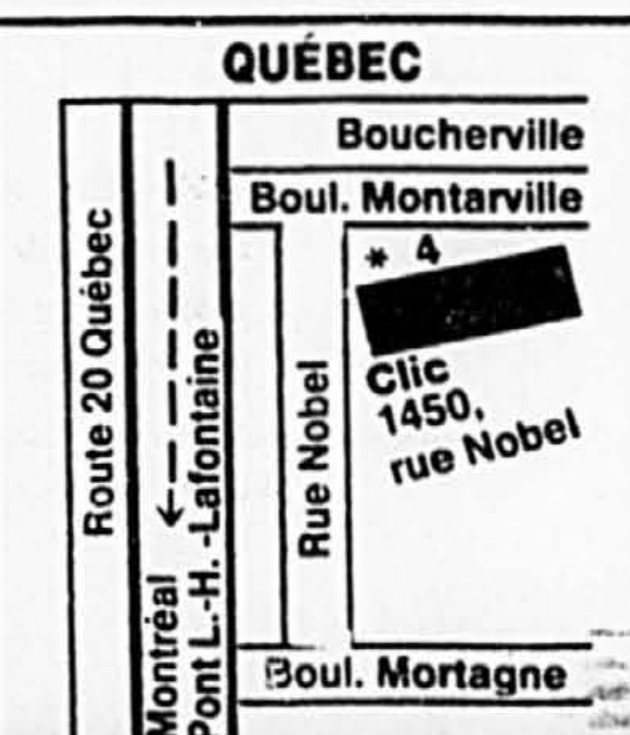
* AMPOULES EN SUS



1128, rue BERLIET
LAVAL
669-3335



SUSPENSION HALOGÈNE
Ord.: 199,99\$
109,99\$*



1450, rue Nobel, section 4
Boucherville
Voisin entrepôt Toyota
Sortie no 92 Montagne ou no 95 Montarville
5 km du pont L.-H. Joliette
449-5841/43

8ième Édition
31 JANVIER AU 3 FÉVRIER 91
Salon National Santé de la
PLACE BONAVENTURE
MONTRÉAL

OUVRETURE		TARIFICATION (Taxe incluse)	
Jeu. 31	14h à 22h	Adm. Gén.	6.00\$
Vend. 1	10h à 22h	Étudiants et	
Samedi 2	10h à 22h	55 ans et plus	4.00\$
Dimanche 3	10h à 20h	5 ans et moins	gratuit

ÊTRE EN SANTÉ, C'EST AUSSI SAVOIR
Ateliers et Conférences gratuits tous les jours

Invités spéciaux:

- DR. ALBERT, m.d. pédiatre
- DR. AZOULAY, chiropraticien, naturopathe
- ANGELE COUTU, comédienne
- DR. JEAN DROUIN, m.d. président de l'Association de médecine holistique
- RENÉE FRAPPIER, auteure "Guide de l'alimentation saine et naturelle"
- MARIE-LENE LABONTÉ, psychothérapeute, intervenante en Anti-gymnastique et imagerie mentale
- TOM LAPOINTE, chroniqueur sportif
- JOHANNE VERDON, naturopathe

LA SEMAINE DE LA MASSOTHÉRAPIE
ORGANISÉE PAR LA



L'ENTRÉE EST GRATUITE POUR TOUTES LES FEMMES ENCEINTES
(Test de grossesse ou certificat du médecin requis)

Un agenda sera remis gratuitement aux visiteurs du Salon du 31 janvier au 3 février 1991
(Le Salon se réserve le droit de limiter la distribution de l'agenda à un par couple ou par famille)

Information: (514) 766-1932

En collaboration:
CJMS 128
RADIO AM STEREO
AU RÉSEAU RADIO-MUTUEL

Prix de présence:
Un Voyage Santé pour 2 personnes
"Santé en Autriche". Valeur 6000,00 \$

Le rapport Allaire inquiète les « fédéralistes » du PLQ

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Une liste de revendications d'une longueur sans précédent, une échéance référendaire incontournable dès l'automne 1992: le comité constitutionnel du Parti libéral en demande beaucoup en peu de temps, estime l'aile « fédéraliste » du caucus de Robert Bourassa.

Tandis que les nationalistes libéraux exultaient, les tenants du maintien du Québec dans le système fédéral exprimaient ouvertement leurs inquiétudes, hier, après la publication du rapport du comité du PLQ, présidé par Me Jean Allaire.

« Je me demande si c'est possible en 18 mois », laisse tomber le député libéral de Nelligan, Russell Williams.

Heureux que, dans un premier temps, la discussion se situe « dans un cadre fédéral », M. Williams juge « positif » le document du parti. Il ressent toutefois le besoin de prendre le pouls de ses militants — en bonne partie anglophones — avant de se prononcer sur le contenu des propositions.

Le rapport Allaire « parle d'une nouvelle vision du Canada. Si on veut rendre justice à ce projet de société, il faut accorder le temps nécessaire », affirme M. Williams, rappelant que dans le domaine constitutionnel, il est rare que les discussions puissent s'accélérer.

M. Williams était l'un des rares à avoir exprimé ouvertement ses réticences lors du caucus spécial de lundi soir, où les députés libéraux avaient été informés de la position adoptée par le comité constitutionnel de leur parti, a appris La Presse d'autres sources.

Ce caucus ne laisse prévoir aucune dissensions au sein des élus libéraux. La plupart des ministres, notamment Claude Ryan, n'ont pas exprimé leurs opinions lors de la réunion de lundi soir, a-t-on appris de députés qui refusent de discuter publiquement du rapport Allaire.

Un autre député favorable au maintien du Québec dans le cadre fédéral, M. Cosmo Macciocia, de Viger, s'inquiète de son côté de la longueur de la liste d'exigences que le comité constitutionnel suggère au gouvernement.

« Cette longue liste inquiète, est-ce qu'elle devra être complète pour que l'on aie une entente? Je ne le sais pas », s'interroge tout haut M. Macciocia, qui, comme M. Williams, représente le PLQ au sein de la Commission Bélanger-Campeau.

« Avec une telle série de revendications, qu'est-ce que l'on fera si, par exemple, le Québec n'ob-

tient pas satisfaction sur une bagatelle? Est-ce une proposition globale (à prendre ou à laisser) ou cela peut être négocié? », s'interroge le député d'origine italienne. La proposition du comité Allaire « est parfaite », soutient-il.

« On a fait preuve de leadership dans un contexte où 70 p. cent de la population appuie la souveraineté », soutient William Cosgrove, représentant de la communauté anglophone au sein du comité Allaire. Le groupe a fait « une contribution positive au débat », a-t-il dit tout en refusant de préciser s'il était prêt à « vivre avec la souveraineté ».

Nationalistes soulagés

À l'inverse, les députés connus pour leurs positions nationalistes soupiraient d'aïe.

Si les fédéralistes ne sont pas d'accord, « ils devront revoir leur option ou former un parti essentiellement fédéraliste », de lancer

le député de Laval-des-Rapides, Guy Bélanger, l'un des ténors nationalistes au sein du caucus du PLQ. Selon lui les demandes du comité Allaire ne sont pas une base de négociation mais constituent bien un tout « à prendre ou à laisser ». Il estime que l'échéance de 1992 « est un délai très raisonnable qui permet au Canada de voir que ce n'est pas un bluff » de la part du Québec.

Pour le représentant des jeunes libéraux au sein du comité Allaire, M. Michel Bissonnette, le rapport donne surtout l'assurance « que le gouvernement du PLQ proposera la souveraineté » si le Canada anglais dit non aux attentes du Québec. Le rapport préconise qu'on commence par négocier à l'intérieur du cadre fédéral — en dépit d'une position plus souverainiste des jeunes libéraux. « Cet été les jeunes ont voté sur un autre processus », mais le rapport Allaire « réponds aux objectifs fixés cet été en termes de finali-

té », dira M. Bissonnette. Selon lui toutes les demandes du comité Allaire « sont essentielles » du point de vue des jeunes libéraux. Le rapport ne saurait être une base de discussion, destinée à être revue à la baisse, estime-t-il.

« Satisfait » de la position adoptée par le comité, le député Georges Farrah (Îles-de-la-Madeleine) estime « raisonnable » le délai de 18 mois avant la tenue d'un référendum.

Aucun clivage n'est à prévoir au sein du PLQ sur ces propositions, croit-il. Selon lui, les revendications du Québec seront présentées comme « des demandes globales », un ensemble que le Canada anglais ne pourra négocier à la pièce. S'il advenait qu'une partie seulement de ces exigences étaient satisfaites, le résultat serait tout de même soumis au verdict de la population, qui dira si elle s'en satisfait. « La soupape de sécurité sera l'appel au peuple », estime M. Farrah.

Les leaders fédéraux font preuve de retenue

Une liste « pas réaliste », selon Chrétien

MARIE-CLAUDE LORTIE
du bureau de La Presse
OTTAWA

■ « Ce n'est qu'un seul rapport... Ce n'est qu'un comité... Je n'ai pas eu le temps de lire le document attentivement... » On aurait dit que les chefs des trois principaux partis fédéraux s'étaient consultés, hier, avant de commenter le rapport Allaire.

Seul le leader du Parti libéral, Jean Chrétien, s'est avancé un peu plus loin en lançant: « Je dis que c'est une liste qui est très longue et qu'il n'est pas réaliste qu'elle soit acceptable pour garder un pays ensemble. »

Le Bloc québécois, lui, voit dans ce rapport l'occasion de tendre la joue pour une autre gifle, avant que le Québec n'atteigne inexorablement la souveraineté.

Le premier ministre Brian Mulroney, a refusé de faire tout commentaire, hier après-midi, sur la liste de demandes énoncées dans le rapport du comité constitutionnel du Parti libéral québécois.

Interrogé en fin d'après-midi, il a expliqué qu'il avait tout simplement pas eu le temps de lire le document. Mais s'est cependant un peu trahi quand on lui a demandé si, selon lui, le Canada anglais regrettrait maintenant le relatif accord modeste accord du lac Meech.

« Je vais taire mon opinion pour l'instant mais... vous venez d'affirmer une vérité », a répondu M. Mulroney en hésitant un peu, et en laissant ainsi entendre qu'il était au moins au courant de l'ampleur des demandes exprimées dans le rapport.

Mais le premier ministre a préféré parler de « valeurs » canadiennes et de « nation ». « Est-ce que les Canadiens veulent vivre ensemble? (...) Voilà une des questions fondamentales que les Canadiens doivent se poser, plutôt que de se demander si les provinces ou le gouvernement fédéral doit avoir telle ou telle juridiction. Il n'y qu'une sorte de payeurs de taxes, qu'un seule sorte de citoyens », a-t-il lancé.

Et puis, il ne s'agit que d'un seul document de travail, d'un seul parti, et qui n'a même pas encore été entériné par la base, a-t-il dit du document approuvé par

le premier ministre Robert Bourassa, leader du principal parti « fédéraliste » du Québec.

Malgré les sévères réserves que lui inspirent le rapport, M. Chrétien croit qu'Ottawa peut encore réussir à négocier une entente avec le Québec. Et puis cette négociation est souhaitable, affirme-t-il. « J'ai toujours dit que quant à moi, le partage des pouvoirs est une chose qui doit être révisée », a déclaré celui qui fut le bras droit de Pierre Trudeau durant les négociations constitutionnelles en 1982.

En outre, ces nouvelles négociations auraient été nécessaires même si Meech avait été entièrement, croit-il. « On disait dans le Lac Meech que c'était une première phase. Probablement que ce qu'on voit c'était la deuxième phase dans l'esprit de certaines personnalités politiques au Québec. »

En revanche, Audrey McLaughlin, leader du Nouveau Parti démocratique, ne croit pas qu'Ottawa et Québec doivent négocier bilatéralement. La refonte constitutionnelle doit se faire à dix, estime-t-elle, se gardant de commenter précisément les requêtes du Québec. À l'instar de M. Chrétien et de M. Mulroney, elle attend les rapports des comités constitutionnels provinciaux, ainsi que les rapports de la Commission Spicer et du comité fédéral mixte sur la formule d'amendement.

Finalement, selon Jean Lapierre, leader parlementaire du Bloc québécois, les requêtes du comité Allaire ne seront jamais acceptées par le Canada anglais. Selon lui, il s'agit donc d'un simple « marche-pied » vers la souveraineté. Il se réjouit de l'échéance et de voir ainsi le rôle du Bloc à la Chambre reconfirmé et revigoré.

Quant aux députés joints par La Presse, ils voient généralement de manière positive le rapport du comité. « C'est quand même une porte ouverte, une dernière chance », a déclaré la libérale Sheila Copps. « C'est une compte à rebours, mais aussi une chance. Il va falloir se mettre au travail », a commenté le conservateur Jean-Pierre Blackburn. « Comme Québécois, je trouve ça très positif. Et puis il y a plusieurs demandes qui vont être bonnes pour tout le reste du pays », a expliqué le néo-démocrate Phil Edmonston.

La SSJB et la CEQ rejettent le rapport; Alliance Québec se réjouit

■ Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, Jean Dorion, a qualifié hier le rapport Allaire de « nouvelle manifestation du syndrome obsessionnel canadien ».

« Pourquoi perdre encore du temps à des négociations de la dernière chance? », demande M. Dorion, qui invite du même coup les délégués au Congrès du Parti libéral du Québec « à refuser les altercations que leur propose le rapport Allaire et à opter pour la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec ».

Pour M. Dorion, « l'accession à la souveraineté sera d'autant mieux réussie qu'on n'y procédera pas à reculons ».

Même réaction chez la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Lorraine Pagé. Pour elle, le comité Allaire propose « une souveraineté de façade qui ne répond en rien aux aspirations du peuple québécois ».

« Ces conclusions répondent davantage aux impératifs d'unité interne des troupes libérales qu'aux besoins fondamentaux exprimés par la population du Qué-

bec devant la Commission Bélanger-Campeau », affirme Mme Pagé. Celle-ci est incidemment membre de la Commission B-C, dont le rapport est attendu le 28 mars.

Pour sa part, le président d'Alliance Québec, Robert Keaton, qui ne s'était rallié qu'à la toute fin à l'accord du lac Meech, dont il rejetait la « société distincte », semble accueillir beaucoup plus favorablement le rapport Allaire.

« Il s'agit d'une position de négociation », signale-t-il. « Un des torts de Meech était de demander le minimum; là, c'est l'inverse, on demande le maximum. Cela crée une atmosphère de négociation plutôt qu'une polarisation. »

M. Keaton se réjouit également de ce que le comité Allaire ne propose un référendum qu'à l'automne 1992. « Le reste du Canada aura le temps de se définir une position », explique-t-il.

La communauté anglo-québécoise devra cependant s'assurer qu'en bout de ligne, il ne sera pas porté atteinte à ses droits, précise M. Keaton. Particulièrement dans les domaines des communications et de l'éducation.



Voici un nom nouveau désignant qualité supérieure.

Un éventail de produits si doux, si résistants et si absorbants... que vous en ferez sans hésiter votre premier choix en fait de papier hygiénique, de papier-mouchoir et d'essuie-tout.

Le papier hygiénique Majesta est aussi offert en paquets de 6 rouleaux, et les essuie-tout en paquets de 3 rouleaux.

Adoptez la qualité supérieure Majesta dès aujourd'hui! Et épargnez:

15¢	BON DE RÉDUCTION	15¢	BON DE RÉDUCTION	15¢	BON DE RÉDUCTION	15¢	BON DE RÉDUCTION	15¢	BON DE RÉDUCTION	15¢
à l'achat du papier hygiénique MAJESTA, format au choix. Limite un bon par achat. Applicable uniquement à l'achat du papier hygiénique MAJESTA. Au détailant: Sur présentation de ce bon par votre client lors de l'achat du papier hygiénique MAJESTA, format au choix, nous vous rembourserons la valeur nominale du bon plus les frais de manutention habituels. Toute autre utilisation constitue une fraude. Nul si défendu, lève ou limite par la loi. Des factures prouvant l'achat (au cours des 90 jours précédents) d'une quantité suffisante de marchandise pour couvrir tous les bons soumis pour remboursement devront être présentées par l'entremise d'agences extérieures, de courtiers ou autres personnes qui ne sont pas distributeurs au détail de nos produits. Saut dans le cas où nous les avons autorisés à présenter nos bons pour remboursement. Une fois soumis pour remboursement, ce bon devient notre propriété. Le crédit de TPS est compris dans la valeur nominale du coupon, si applicable. Pour remboursement, poster à: Les Papiers Irving Limitée, C.P. 3000, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick E2L 4J3		à l'achat des essuie-tout MAJESTA, format au choix. Limite un bon par achat. Applicable uniquement à l'achat des essuie-tout MAJESTA. Au détailant: Sur présentation de ce bon par votre client lors de l'achat des essuie-tout MAJESTA, format au choix, nous vous rembourserons la valeur nominale du bon plus les frais de manutention habituels. Toute autre utilisation constitue une fraude. Nul si défendu, lève ou limite par la loi. Des factures prouvant l'achat (au cours des 90 jours précédents) d'une quantité suffisante de marchandise pour couvrir tous les bons soumis pour remboursement devront être présentées par l'entremise d'agences extérieures, de courtiers ou autres personnes qui ne sont pas distributeurs au détail de nos produits. Saut dans le cas où nous les avons autorisés à présenter nos bons pour remboursement. Une fois soumis pour remboursement, ce bon devient notre propriété. Le crédit de TPS est compris dans la valeur nominale du coupon, si applicable. Pour remboursement, poster à: Les Papiers Irving Limitée, C.P. 3000, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick E2L 4J3		à l'achat des papiers-mouchoirs MAJESTA. Limite un bon par achat. Applicable uniquement à l'achat des papiers-mouchoirs MAJESTA. Au détailant: Sur présentation de ce bon par votre client lors de l'achat des papiers-mouchoirs MAJESTA, nous vous rembourserons la valeur nominale du bon plus les frais de manutention habituels. Toute autre utilisation constitue une fraude. Nul si défendu, lève ou limite par la loi. Des factures prouvant l'achat (au cours des 90 jours précédents) d'une quantité suffisante de marchandise pour couvrir tous les bons soumis pour remboursement devront être présentées par l'entremise d'agences extérieures, de courtiers ou autres personnes qui ne sont pas distributeurs au détail de nos produits. Saut dans le cas où nous les avons autorisés à présenter nos bons pour remboursement. Une fois soumis pour remboursement, ce bon devient notre propriété. Le crédit de TPS est compris dans la valeur nominale du coupon, si applicable. Pour remboursement, poster à: Les Papiers Irving Limitée, C.P. 3000, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick E2L 4J3		à l'achat des serviettes de table MAJESTA. Limite un bon par achat. Applicable uniquement à l'achat des serviettes de table MAJESTA. Au détailant: Sur présentation de ce bon par votre client lors de l'achat des serviettes de table MAJESTA, nous vous rembourserons la valeur nominale du bon plus les frais de manutention habituels. Toute autre utilisation constitue une fraude. Nul si défendu, lève ou limite par la loi. Des factures prouvant l'achat (au cours des 90 jours précédents) d'une quantité suffisante de marchandise pour couvrir tous les bons soumis pour remboursement devront être présentées par l'entremise d'agences extérieures, de courtiers ou autres personnes qui ne sont pas distributeurs au détail de nos produits. Saut dans le cas où nous les avons autorisés à présenter nos bons pour remboursement. Une fois soumis pour remboursement, ce bon devient notre propriété. Le crédit de TPS est compris dans la valeur nominale du coupon, si applicable. Pour remboursement, poster à: Les Papiers Irving Limitée, C.P. 3000, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick E2L 4J3				
Cette offre se termine le 31 décembre 1992. 15¢ 68000530		Cette offre se termine le 31 décembre 1992. 15¢ 68000543		Cette offre se termine le 31 décembre 1992. 15¢ 68000569		Cette offre se termine le 31 décembre 1992. 15¢ 68000572				